TITO - STALINE 1948 : LES DONNEES DE L'AFFRONTEMENT

M 2384 - 3 - 4,50 F

Prolétaires de tous les pays, peuples et nations opprimés, unissez-vous !

Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste

pour le socialisme

HEBDOMADAIRE - SEMAINE DU 14 AU 20 MAI 1980 - N° 3 4,50 F

Halte aux attaques contre la sécurité sociale !

Interview de Jiri Pélikan (suite)

éditorial

COMMENT construire et élargir notre riposte face aux attaques incessantes de Giscard-Barre contre le pouvoir d'achat, contre l'emploi, contre les libertés démocratiques ? Toutes les énergies qu'il est possible de faire converger, toutes les potentialités de luttes qu'il est possible de matérialiser, sont-elles mises en œuvre actuellement ? Il est d'autant plus nécessaire de poser ces questions, que trop souvent on nous renvoit l'image d'une classe ouvrière qui ne voudrait pas lutter, qui serait installée dans une attitude passive, laissant les mains libres aux attaques gouvernementales. Qui n'a pas entendu parfois ce point de vue autour de lui ?

Un tel constat est-il conforme à la réalité ? Certes, il rend compte à sa manière, des grandes difficultés que rencontrent les luttes, particulièrement depuis l'échec de la gauche en mars 1978. Qui songerait à les nier ? Il est vrai que Barre, libéré de la peur d'un échec électoral, s'est senti les mains plus libres pour mettre en œuvre sa politique d'austérité. Il est vrai que le patronat, fort de la victoire de la droite, s'est trouvé conforté dans son attitude intransigeante face aux revendications. Il est vrai que la crise, loin dans un premier temps d'unir les travailleurs a au contraire, sous l'impulsion de la bourgeoisie, développé, accentué les divisions : la division entre les chômeurs et les actifs, la division entre les hors-statuts et les autres, la division homme - femme, la division travailleurs français - travailleurs immigrés... Il est vrai enfin qu'à ces divisions se sont surajoutées les divisions politiques au sein de la gauche qui se sont amplifiées et répercutées dans les organisations syndicales constituant un frein supplémentaire à la lutte. Tout cela rend donc aujourd'hui l'action beaucoup plus difficile à organiser, et nombre de militants le ressentent avec force.

Malgré cela, en nombre d'endroits, ces difficultés ont pu être surmontées, la lutte engagée, et des succès significatifs remportés. Certes, il ne s'agit pas aujourd'hui d'une dynamique nationale, de l'éclosion de nombreux mouvements de lutte comme on a pu en connaitre dans le passé. Mais ces succès existent, ils contrent cette représentation d'une classe ouvrière passive, trop divisée pour matérialiser sa volonté de lutter, trop affaiblie pour arracher des victoires. Citons quelques exemples :

- des recensements effectués au niveau d'Unions Régionales syndicales indiquent la multiplication de conflits dans des petites et moyennes entreprises où sont assez souvent arrachés des augmentations de salaire de 150 à 250 francs.

- les nettoyeurs du métro après une grève longue et dure, sont arrivés à imposer leurs revendications essentielles, malgré les grandes difficultés que posait l'organisation de leur lutte (multiplicité des nationalités, multiplicité des employeurs).

- la lutte pour l'abrogation des projets de loi Barre-Bonnet-Stoléru a été marquée samedi dernier par l'organisation d'une puissante manifestation tranchant sur les difficultés rencontrées pour la mobilisation en novembre dernier. Là encore, les difficultés ont pu être surmontées, et la manifestation de samedi constitue un élément de pression important pour empêcher le vote de ces lois racistes, répressive et de division.

On voit à travers ces exemples partiels, que quelques brèches ont pu être ouverte montrant que des luttes sont possibles. On voit que des potentialités de luttes importantes existent, et qu'il s'agit aujourd'hui de les faire surgir, de les matérialiser en action concrète, de les multiplier.

- il faut refuser de laisser s'installer et se développer la vision d'une classe ouvrière passive qui refuse de lutter. Il faut redresser l'environnement idéologique des luttes des travailleurs en popularisant et en valorisant les expériences positives d'actions, les succés enregistrés par la lutte. Ils existent ! Et il est donc inacceptable de renvoyer la responsabilité aux travailleurs, en les accusant de ne pas vouloir lutter. Le découragement, réel, de certains militants syndicaux qui avaient beaucoup investi dans les échéances de mars 1978 y voyant la mise en œuvre possible d'un nouveau projet de société, ne saurait être transposé à la masse des travailleurs qui attendaient surtout de cette échéance de meilleures conditions pour obtenir leurs revendications. La nécessaire clarification politique qui doit être conduite avec ces militants, ne saurait conditionner la réflexion sur l'action à laquelle aspirent de nombreux travailleurs.

- il faut, tout en prenant acte des divergences politiques qui opposent les militants, ne pas leur laisser prendre le pas dans les organisations de lutte, dans les syndicats, sur la tâche majeure de ces organisations : préparer et conduire l'action revendicative contre les attaques de la bourgeoisie et sa politique d'austérité. Refuser dans nos organisations syndicales les querelles partisannes, c'est la condition pour enrayer la désyndicalisation, organiser des actions larges permettant le succès.

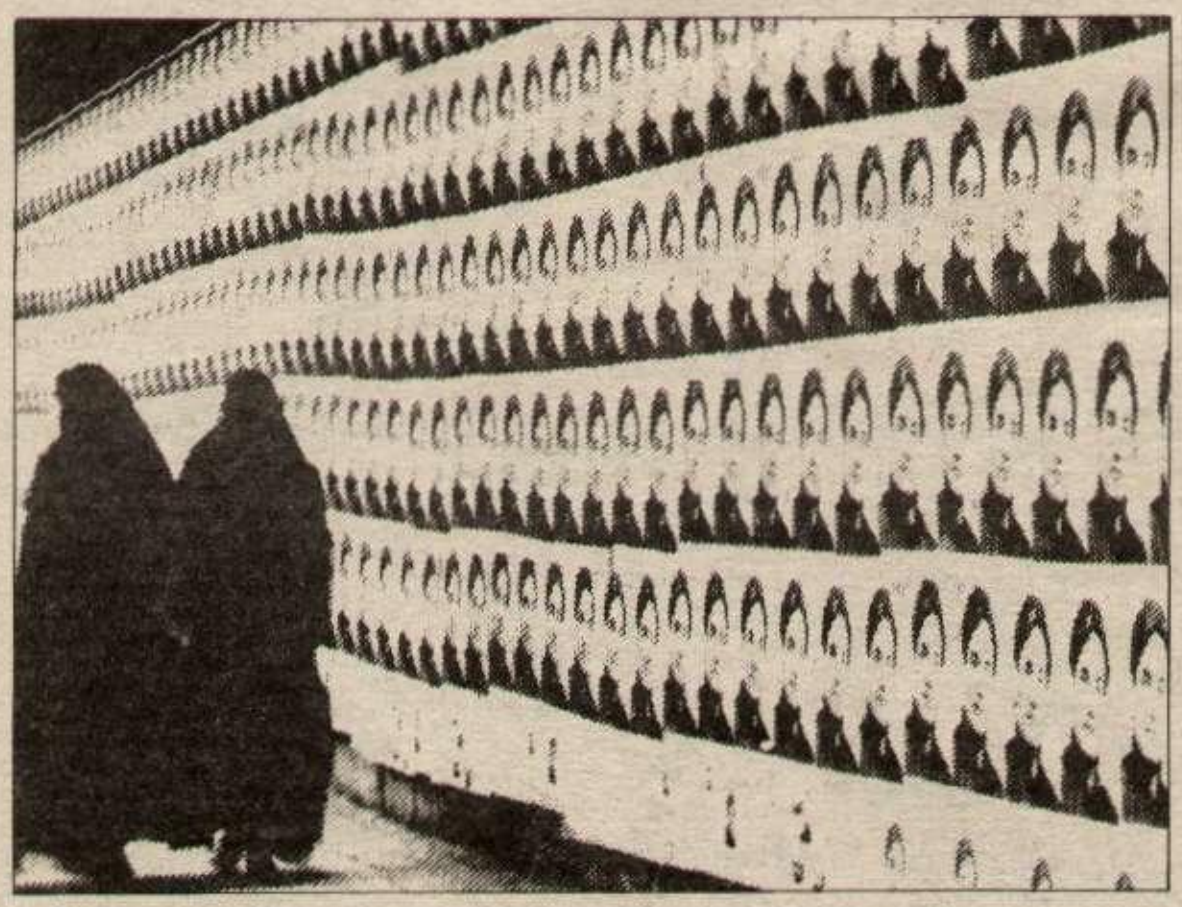
- il faut, aussi, pour clarifier le débat politique et avancer dans la solution des divergences, multiplier les lieux de débats et de confrontation politique entre militants, d'origines partisanes différentes, mais désireux de dépasser ces contradictions, désireux de voir clair dans ce qui s'est joué en mars 1978, désireux de commencer, par la confrontation, à apporter des réponses politiques communes aux questions actuelles.

C'est de ces différentes manières que l'on peut commencer à s'engager dans le recensement et la mise en œuvre de toutes les ressources de luttes mal mobilisées aujourd'hui.

dans l'actualité...

Iran : deuxième tour des élections législatives

Les menaces qui pèsent sur le pays soulignent l'urgence de l'institutionnalisation du pouvoir



■ Il est difficile, au moment où nous publions, de dresser un tableau définitif de ce que sera le premier Parlement de la République islamique d'Iran, les résultats définitifs n'étant pas encore connus. Néanmoins, selon les informations dont nous disposons, la tendance amorcée lors du premier tour des élections législatives semble se confirmer, à savoir que les candidats du Parti républicain islamique dirigé par l'ayatollah Behechti sont en tête du scrutin, précédant ceux de la liste du président Bani Sadr. Cependant que celui-ci, après avoir reçu l'accord de l'imam Khomeiny pour assumer la responsabilité de la totalité des forces de l'ordre et pour rétablir son autorité sur la radio-télévision, vient de procéder à un remaniement ministériel.

Après avoir été retardé à plusieurs reprises, le deuxième tour des élections législatives a pu se dérouler, les mences extérieures, en particulier celle de l'impérialisme américain rendant plus urgent encore l'institutionalisation du nouveau régime dont la mise en place du Parlement constituera une étape importante. Tout au long de la campagne électorale, le président Bani Sadr s'est montré particulièrement préoccupé par les divisions internes qui font courir de graves menaces à l'unité du pays. En ce qui concerne le Kurdistan, où les combats font rage actuellement, les électeurs n'ont pu se rendre aux urnes, de même que dans plusieurs autres régions où des plaintes avaient été déposées annulant les résultats du premier tour. Au total, 22 villes n'ont pu élire leurs représentants, ce qui porte à 28 le nombre de sièges à pourvoir. La Constitution prévoyant que l'Assemblée peut se réunir si les deux tiers des sièges (180) sont attribués, l'ouverture du Parlement ne devrait pas souffir d'un report.

Ce deuxièeme tour des élections législatives aura été marqué par un fort taux d'abstention qui ne peut s'expliquer seulement par l'absence de plusieurs régions dans la consultation.

Dans un éditorial du quotidien *Révolution islamique* qu'il dirige, le président Bani Sadr a lancé un véritable appel à la *«réconciliation nationale»*, écrivant notamment : *«L'atmosphère politique iranienne est devenue explosive et une telle situation représente le plus grand danger. Les intellectuels musulmans, faute de vouloir établir entre eux d'indispensables contacts (...) ont profondément affaibli les efforts déployés par l'imam Khomeiny en faveur d'un indispensable rapprochement entre les intellectuels et le clergé. Le grand danger réside dans le fait que ces deux forces semblent vouloir transformer une possible entente en un antagonisme affirmé»*. S'en prenant à ceux qu'il nomme les *«porteurs de gourdins»*, le président de la République les somme de *«mettre fin à leurs incessantes provocations»* qui mettent *«en grand danger, et la révolution et la vie même du pays»*. Pour parvenir à mettre un terme à ces exactions, Bani Sadr dispose désormais d'une autorité complète sur l'ensemble des forces de sécurité (armée et police), ce avec l'appui de l'imam Khomeiny.

Cependant, les recommandations de Khomeiny, qui invitait les électeurs hésitant à *«prendre conseil auprès de la hiérarchie religieuse ou des croyants n'appartenant ni à la gauche ni à la droite»*, semble avoir été interprété par ceux-ci comme un appel à voter pour les candidats du PRI. Cette tendance sera toutefois atténuée par le remaniement ministériel auquel procède actuellement Bani Sadr.

Frank ROUSSEL

Une réalité politique vivante... et agissante

Bref voyage à l'intérieur d'un CUB qui tourne rond : celui du Crédit Lyonnais à Paris

C'était il y a cinq mois, déjà. Dans les pages «politique» du *Monde* paraissait un texte, signé par cent militants du PCF, du PS ou «inorganisés». Ce texte se terminait par une demande précise : «*Nous vous demandons d'en faire une pétition nationale, en le reproduisant pour le diffuser et le faire signer partout, sur nos lieux de travail et d'activité militante*».

Cinq mois après, ce qui n'était au départ qu'un texte est devenu une réalité politique, avec laquelle tous doivent compter. Près de 100 000 militants politiques ou syndicaux, situant leur combat à gauche, ont déjà signé l'appel «pour l'union dans les luttes». Dépassant le stade pétitionnaire, plusieurs milliers d'entre eux sont désormais partie prenante de « comités pour l'union dans les lutes», ou de «comités d'union à la base».

C'est à cette réalité là que nous nous sommes attachés dans le présent numéro de *Pour le Socialisme*, en allant voir un des premiers CUB qui soit apparu dans la région parisienne, celui du Crédit Lyonnais. Disons-le tout de suite, les amateurs d'idées toute faites, de classifications abusives ou de généralisations hâtives seront déçus. Contrairement à ce que disent certains responsables du PCF, avec un lourd sens de l'humour, les CUB ne roulent pas pour le PS, même si des socialistes en accord avec leur direction y militent parfois activement. Les CUB ne sont pas non plus ces regroupements d'utopistes candides que semblait évoquer Georges Séguy quand il s'adressait la semaine dernière, au congrès de l'UD CGT de la Haute Savoie : «*Certains ont emprunté à la CGT sa terminologie d' «union dans les luttes» pour évoquer l'union comme une finalité en passant sous silence les responsabilités des diviseurs, en rendant indistinctement les états-majors de la gauche syndicale et politique responsables des difficultés actuelles, en prônant le rétablissement d'une entente de sommet sans avancer d'objectifs revendicatifs précis ni de contenu de classe concret, au risque de ranimer les mêmes illusions dans la même confusion et les mêmes errements qu'en mars 1978*».

Que Georges Séguy se rassure, au besoin en venant y voir de plus près : les CUB ,ce n'est vraiment pas cela.

Ce n'est pas pour autant la panacée aux maux d'aujourd'hui, la réponse déterminée et délimitée une fois pour toute aux aspirations au changement qui se manifestent un peu partout.

Qu'est-ce donc alors ? Au-delà de toutes ses particularités — mais tous les CUB sont, par définition particuliers — le CUB du Crédit Lyonnais peut sans doute nous aider à saisir ce qui est une réalité politique complexe, contradictoire parfois, mais en tout cas bien vivante.

« Faire renaître l'esprit d'offensive des grandes grèves de 1974 »

Le Crédit Lyonnais ? Une des plus grandes banques françaises ; plusieurs centaines d'agences, disséminées aux quatre coins du pays ; une forteresse style Second Empire, qui sur les grands boulevards, à deux pas de l'Opéra, rappelle la suprématie des banques sur les multiples lieux de spectacles avoisinants ; une pointe avancée de l'Etat-Giscard, puisque son PDG, Claude Pierre-Brossolette, vient en droite ligne du secrétariat général de l'Elysée. Mais derrière tout cela ?

Derière tout cela, il y a 20 000 employés, pour la seule région parisienne, ce qui fait du Crédit Lyonnais une des plus importantes entreprises de la capitale, une des plus politisées aussi. La section du PCF (qui naguère fut relativement puissante, mais nous y reviendrons) fait partie de ces quarante-trois sections d'entreprises qui sont directement reliées au comité central ; le PS y dispose également de positions fortes, sous l'impulsion d'une section CERES parmi les plus dynamiques de Paris ; quant à ce qu'il est convenu d'appeler «l'extrême-gauche», elle est loin de se résumer à la seule présence de la «célébrité militante» du Crédit Lyonnais, Arlette Laguiller. Bien évidemment, l'implantation partisane ne rend pas compte à elle seule de la politisation du personnel, mais il faut ici se souvenir des luttes importantes menées par les employés de banque parisiens ces dernières années : à chaque fois, les travailleurs du Crédit Lyonnais et leurs syndicats y ont joué un rôle déterminant.

Ces précisions ne sont pas inutiles quand il s'agit d'évoquer la naissance du mouvement d'union dans les luttes.

Réagir

Autant qu'ailleurs, les «effets 78» s'y sont fait sentir, parmi un personnel où la victoire du programme commun signifiait des transformations immédiates, ne serait-ce qu'au niveau de la direction de l'entreprise. A l'espoir électoral a succédé la «dépolitisation», ou plus concrètement un rejet de la «politique» telle qu'elle s'exprime dans la presse ou le discours des états-majors. A l'esprit de lutte, concrétisé par la grande grève des banques en 1977, a succédé la division, entre partis de gauche d'abord, puis progressivement entre syndicats.

C'est dans ce contexte qu'est apparu l'appel *«Pour l'union dans les luttes»*, très rapidement répercuté à l'intérieur de l'entreprise, dès les premiers jours du mois de janvier. Proposé par une quinzaine de militants, également répartis entre PCF, PS et «inorganisés», la pétition recueillera rapidement plusieurs dizaines de signatures, avant d'atteindre les 130 aujourd'hui. Mais arrêtons-nous un instant sur ces militants «du départ», et sur leurs motivations : si les militants socialistes n'ont pas le sentiment d'agir en contradiction avec leur direction (*«Il faut contraindre le PCF à revenir à cette union de la gauche dont il n'a plus voulu»*), il n'en est pas de même pour les militants du PCF. Ceux-là sont résulument critiques, au point parfois de n'avoir plus aucune illusion dans la direction du PCF. Pourtant, ils entendent bien continuer leur combat à l'intérieur d'un parti où ils sont loin d'être isolés : une proportion non négligeable (un sur cinq environ) de militants du PCF a signé la pétition, dans une section qui, il est vrai, a connu une importante ▷

vague de départs durant les deux dernières années. Enfin, il y a ceux qui sont improprement appelés les «inorganisés», et qui sont en fait soit d'anciens militants politiques, soit des syndicalistes.

Ceux-là joueront un rôle important dans la popularisation de l'appel, dans la mesure où les accusations *«d'oppositionnels»* ou de *«sous-marins de Mitterrand»* ne peut pas être porté à leur encontre.

De la pétition à l'action

Mais pourquoi avoir crée un «comité unitaire de base», idée nouvelle en cette fin du mois de janvier ? Pourquoi ne pas en être resté au succès d'une pétition définie unanimement comme *«avant tout une protestation»* ? Pourquoi chercher à créer une structure, alors que déjà des *«réunion informelles»* regroupaient les militants qui diffusent l'appel ? Le tract appelant à la création du CUB répond à ces question : *«Nous proposons de créer dès maintenant au Crédit Lyonnais un comité unitaire de base pour chercher ensemble et fraternellement les instruments de mobilisation réellement unitaires et démocratiques. Car en effet il n'y aura pas de démocratie si l'unité reste au niveau des rapports diplomatiques entre états-majors au lieu de s'enraciner à la base et dans les luttes menées au coude à coude. Nous avons, en tant que militants du PCF et du PS et hors de ces partis une responsabilité particulière pour impulser cette dynamique unitaire, pour la faire renaître (...) en appelant le PCF et le PS et toutes les organisations qui se réclament de la classe ouvrière à constituer un large front de luttes dans l'unité, contre ce gouvernement et ses plans d'austérité. Les échéances électorales, quelle qu'en soit l'importance réelle, ne sont qu'un moment et un aspect de cette lutte»*. Et, précédant une centaine de signatures, le tract se termine ainsi : *«Ce changement considérable nécessite finalement une union populaire vivante et forte dont la traduction politique s'appelle : union des forces de gauche»*.

Sans doute faut-il situer ce texte dans le temps, et rappeler qu'il a été signé avant que de véritables débats ne se mènent entre les signataires de l'appel. Il n'en reste pas moins que l'acte de baptême des CUB du Crédit Lyonnais mérite interrogation : s'agit-il *«d'enraciner à la base»* une nouvelle union de la gauche ? S'agit-il simplement d'apporter *«une forme démocratique»* à ce qui s'est fait de 1972 à 1977 ? S'agit-il finalement de *«contraindre»* PS et PCF à revenir à une forme antérieure d'union, en la débarassant de quelques conceptions électoralistes ? Quelle différence est opérée entre union de la gauche et union des forces de gauche ?

« Une seule cible : la bourgeoisie et sa politique d'austérité et de répression ».
(ici, l'intervention de la police contre les grévistes du Crédit Lyonnais, le 21 mars 1974).

Pour Michel, un des animateur du CUB, et membre du PCF, les choses ne se présentent pas ainsi. Pour lui, la création du CUB répond à trois objectifs : *«D'abord, transformer les signatures en engagement politique, et ne pas en rester aux vœux pieux. Ensuite, transformer la pétition en base de débats, susceptibles de créer de nouveaux rapports entre militants. Enfin, dépasser le stade de la polémique sur les responsabilités de la rupture, afin de définir en positif ce qu'il faut faire demain»*.

Objectifs atteints

De fait, ces objectifs, qui ne résolvent pas le problème des perspectives immédiates et à longs termes, sont en passe d'être atteints.

Le CUB du Crédit Lyonnais n'est pas une coquille vide ou une structure informelle : ses militants sont connus (ne serait-ce que parce que le nom des signataires est régulièrement publié), et sa propagande est intense (plusieurs tracts diffusés à plusieurs milliers d'exemplaires). La volonté de débattre l'emporte sur les étiquettes : les militants du PCF ne sont plus avant tout considérés comme des «stals», et les socialistes ne se voient plus dénoncés comme des «réformistes» avant même d'avoir ouvert la bouche. Enfin, et surtout, des débats politiques ont réellement lieu, autour de la rédaction du bulletin *Convergences* (voir encart) ou sur des questions plus ponctuelles comme les initiatives à prendre pour le 1er mai ou la journée d'action du 13 mai.

L'esprit unitaire

Mais portons notre attention sur trois questions essentielles : celle de la lutte, celle du type d'organisation qui est en train de se mettre en place, et enfin celle des perspectives, en sachant évidemment que ces trois questions sont liées entre elles.

D'abord, la question de la lutte : c'est une des clés essentielles du CUB du Crédit Lyonnais, au dire même de ses animateurs, qui ajoutent : *«Il faut à l'action une cible et un axe, pour rassembler et concentrer les forces au lieu de les disperser et de les dilapider, d'initiatives partielles en journées sans lendemain. L'axe, c'est la lutte contre la politique d'austérité qui frappe directement tous les travailleurs et les travailleuses de ce pays. La cible, la seule cible pour nous, c'est le gouvernement qui orchestre cette politique au compte du patronat, qui agit par décret, avec insolence, par dessus la tête d'une assemblée croupion du fait même d'un système électoral inique.»* Aujourd'hui, le CUB du Crédit Lyonnais n'impulse cependant pas de luttes, directement *«parce que ça ne se fait pas comme ça, parce qu'on n'en n'a pas encore les moyens, et aussi parce que notre but n'est pas de se substituer au syndicat»*. Néanmoins, pour Michel, le CUB a permis de créer *«des conditions nouvelles pour les luttes»*, en redonnant espoir, en créant un climat d'offensive qui n'avait plus cours, et aussi en répandant largement l'idée que l'unité est nécessaire à la lutte. Sans s'en attribuer la paternité, le CUB estime que l'accord intervenu pour une grève de 24 heures le 13 mai entre CGT, CFDT et FO n'est pas sans rapport avec son action, même si les responsables syndicaux membres du CUB n'ont pas été «mandatés» pour œuvrer en ce sens. Au fond, et le mot revient souvent dans les discussions, il semble que, plus que les formes concrètes d'unité et d'action, ce soit un *«esprit unitaire»* que cherche à diffuser aujourd'hui le CUB. Certains de ses membres s'en contentent, même si d'autres n'entendent pas en rester là.

Quel avenir pour le CUB ?

Et c'est ici que se pose le problème du type d'organisation qui est en train de se construire. De ce point de vue, il y a unanimité... dans ce qu'il ne faut pas faire : *«Le CUB n'est pas une organisation de plus, qu'il faudrait mettre sur le même plan que les autres. Il n'est pas non plus une machine de guerre contre les appareils, il n'est pas un appareil, avec ses structures, ses hiérarchies, ses capacités de décision rapide, etc...»* Unanimité encore dans la caractérisation d'un certain type de fonctionnement, présent dans les partis de gauche, et que tous refusent : *«L'absence de réelle démocratie, le sectarisme, la logique d'appareil, le refus de prendre en compte les aspirations nouvelles issues de la base, sous prétexte qu'elles ne s'intègrent pas dans les schémas pré-établis par les états-majors»*. Faut-il en conclure que le CUB s'est construit avant tout sur des refus ? Cette question fait bondir. Pour les uns, le CUB est avant tout l'instrument, en positif, d'une *«nouvelle pratique de la politique»*, celle-ci devant à terme, *«investir»* les organisations existantes, et plus particulièrement les deux grands partis de gauche, PCF et PS : *«Nous devons prendre toute notre place dans nos organisations, nous devons y inverser la vapeur, et y instaurer le débat politique sur les questions importantes.»* Pour être très concret, ceux-là ne voient *«point de salut hors du PS ou du PCF»*, et donc à terme point de salut hors de leur union pour parvenir au pouvoir. Cette logique est renforcée, notamment chez les militants du PS, par le fait que la direction parisienne de ce parti ne combat pas ouvertement l'union dans les luttes.

On s'en doute, tout le monde n'est pas du même avis, et en premier lieu les *«inorganisés»*, qui sont majoritaires dans le CUB du Crédit Lyonnais : *«Après 1972, il est clair que l'union de la gauche, constitué par le PCF, le PS et le MRG, a largement débordé le cadre de ces partis et que nombre de gens non-adhérents à ces partis étaient directement intéressés à un éventuel succès. Aussi la rupture de 1977 a laissé un goût amer à toutes celles et tous ceux qui avaient pensé qu'il ne s'agissait pas d'un simple accord d'état-major !!! C'est aussi pourquoi, ces «inorganisés» ont senti, à la parution de notre appel «pour l'union dans les luttes», qu'effectivement une autre voie s'ouvrait à eux pour que dans la réalité quotidienne cette union, si nécessaire puisse être remise en chantier afin qu'elle devienne l'affaire de tous, et non plus le domaine de François, Georges et les autres... Pour autant, avec lucidité, il ne s'agit pas de gommer les divergences que nous pouvons avoir entre nous. Car si nous ne sommes pas membres de ces partis, c'est quand même qu'il y a des raisons !»* Bref, pour ces militants-là, pas question de situer le combat dans le cadre d'une union de la gauche ayant déjà existé, et à laquelle il conviendrait simplement d'apporter un supplément d'âme et de dynamisme. Eux rejoignent le point de vue majoritaire, qui consiste à présenter le CUB comme *«une auto-organisation»* constituée à la base, et destinée à s'étendre progressivement.

«Auto-organisation», en ce sens qu'elle se construit spontanément, qu'elle est prise en charge par les militants eux-mêmes, et qu'elle ne sera *«que ce que nous en ferons»*. C'est ce qu'on appelle ici la *«nouvelle pratique de la politique»* : *«D'abord, il faut avancer sereinement, en évitant les affrontements stériles, et en ayant en tête que ce qui nous unit est bien plus fort que ce qui nous divise.»* Cette demarche privilégie le lieu de travail, l'entreprise, mais déjà d'autres perspectives se font jour : des contacts horizontaux avec d'autres collectifs d'entreprises, sur la région parisienne, sont envisagés. Il s'agirait qu'une délégation *«représentative»* d'un CUB aille voir un autre CUB pour débattre, déterminer des points d'accord, et avancer ainsi, selon le principe de la boule de neige.

Mais comment, dans ces conditions, parvenir à ce que les idées dégagées lors de ces contacts horizontaux soient centralisées et puissent enrichir d'autres discussions ? Sur quels critères un tant soit peu homogénéisés serait déterminée la *«représentativité»* de tel collectif, ou de tel militant ? Comment faire en sorte que les idées neuves puissent devenir une force matérielle, transformer la réalité, et fournir ainsi le moyen d'une discussion et d'une réflexion plus riche que la précédente parce que basée sur la pratique ? Autant de questions qui, à quelques exceptions près, ne trouvent pas de réponse aujourd'hui. A l'évidence, l'insistance à construire quelque chose *«à la base, et rien qu'à la base»* prend sa source dans une très grande méfiance vis à vis des états-majors. Au CUB du Crédit Lyonnais, on a fait le choix de se tourner résolument vers le présent et l'avenir, en évitant de s'apesantir sur les causes de la rupture de 1977, puisque : *«Tout débat prolongé sur cette question n'aboutirait dans l'état actuel des choses qu'à accroître les divisions»*. Mais ce faisant, l'analyse de la rupture en terme de projets divergents du PS et du PCF est parfois remplacée par une analyse en terme de *«manœuvres d'états-majors, plus ou moins bien intentionnés»*. On conçoit dès lors que l'idée d'état-major soit pour ces militants synonyme de tous les maux, et qu'il convient de s'en débarasser aux plus vite.

Un nouveau parti ?

Il serait cependant inexact de ne résumer les positions en présence dans le CUB du Crédit Lyonnais qu'au travers de ces deux conceptions . Il existe une troisième idée, plus diffuse, moins explicitée, mais bien présente cependant : celle qui consiste à présenter ce qui se fait aujourd'hui comme l'embryon d'une troisième voie entre PS et PCF, et même l'embryon d'un nouveau parti, *«authentiquement attaché au changement révolutionnaire»*. L'idée est présente chez ceux qui estiment que PS et PCF *«ne sont pas redressables»*, et qui par ailleurs définissent comme *«basistes»* les conceptions citées plus haut.

Selon ces militants, de même que le mouvement se fait en marchant, des cadres apparaîtront progressivement, et des structures se mettront en place, pour favoriser une élévation graduelle du niveau de l'accord politique.

Mais sans doute ces conceptions seraient-elles mieux explicitées si elles étaient débattues plus complètement, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Démocratie et autogestion socialiste

Les luttes qu'il s'agit d'impulser aujourd'hui, le type d'organisation qu'il convient de mettre en place, ce deux questions amènent immanquablement à poser le problème des perspectives, tant il est vrai que toute action politique doit être sous-tendue par un projet. Ce n'est certes pas la question qui est la plus débattue dans le CUB actuellement. Malgré cela, quelques idées font leur chemin, toutes construites autour d'une solide volonté d'en finir avec le pouvoir actuel. Ainsi, tous seront d'accord pour considérer que : *«L'échéance présidentielle de 1981 doit être largement relativisée»*, et qu'à tout le moins : *«C'est une échéance secondaire en fonction de laquelle on ne peut pas déterminer une stratégie»*. De la même manière, l'idée même d'un programme commun version 1972 est unanimement et catégoriquement rejetée, puisqu'il ne s'agissait que d'un *«catalogue de mesures économiques»*, qui ne fournissait pas *«les vrais clés du changement, à savoir les moyens démocratiques du débat»*. Derrière ce refus, et sans que la manière de changer la vieille société ait été encore débattue, trois mots reviennent constamment pour définir l'aspiration des militants du CUB : *«Il faut que dans la pratique de tous les jours nous mettions en œuvre les prémices de ce que nous voulons pour demain : **démocratie et autogestion socialiste**»*. Là encore, il serait sans doute abusif de prétendre que tous mettent exactement la même signification sous les mêmes mots. L'aspiration est pourtant sans ambiguïté : *«Démocratie, parce que rien n'existera sans un libre débat des masses, qui devra être suscité, encouragé, organisé. Autogestion, parce que les travailleurs doivent prendre leurs affaires en main. Autogestion socialiste, parce que le pouvoir de demain doit être celui des travailleurs»*.

Voilà pourquoi se battent les militants du Comité unitaire de base du Crédit Lyonnais.

Une enquête de Nicolas DUVALLOIS

Convergences : une première concrétisation des débats du CUB

Réalité politique à l'intérieur de l'entreprise, le CUB du Crédit Lyonnais diffuse une propagande importante. Deux tracts reprennant les termes de l'appel ont d'abord été diffusés, à 2 000 puis 4 000 exemplaires, avec à chaque fois une liste de signataires et leur appartenance politique ou syndicale. A la fin du mois de janvier était diffusé, plus massivement encore, un *«Appel pour un comité unitaire de base au Crédit Lyonnais»*. Le texte appelant au rassemblement du 1er Mai de *L'Union dans les luttes* a également été diffusé, par voie de tracts.

Un pas nouveau cependant a été franchi avec la parution du premier bulletin du CUB. Son titre explicite bien la démarche mise en œuvre, puisqu'il s'appelle *Convergences... des luttes et des convictions*. La démarche rédactionnelle elle-même est significative de la réalité du CUB. Sous la rubrique *«Tribune de discussion»*, trois articles plus appronfondis ont été réalisés, après débat collectif. Ainsi, c'est un militant de la LCR qui a rédigé un article sur *«La lutte tous ensemble»*, après que le CUB dans son ensemble ait décidé de ne pas mettre en avant le mot d'ordre de grève générale. Pour ce militant : *«Chacun se rend compte, et c'est ce que nous disent sur les lieux de travail nos collègues, qu'il faut se battre, oui, mais qu'il faut un mouvement ensemble. Oui, une réelle coordination et centralisation des luttes est possible. Les revendications communes à tous les travailleurs sont claires, et doivent permettre d'avancer vers un mouvement* «tous ensemble».*»*

En suivant la même démarche, c'est un militant du PCF, très critique envers la direction de son parti, qui a rédigé un article sur l'anti-communisme tel qu'il est actuellement développé par la bourgeoisie. Partant des points d'unité dégagés par la discussion préalable, ce camarade écrit : *«Il n'est pas étonnant de voir apparaître une nouvelle campagne anti-communiste dont l'objectif est de porter un coup aux forces politiques pouvant mettre en danger la domination des intérêts de classe soutenue par l'équipe Giscard-Barre. C'est le mouvement populaire, l'ensemble des forces qui aujourd'hui veulent en finir avec le vieil ordre capitaliste qui est visé. Aujourd'hui, cette campagne vise essentiellement le PCF qui, traditionnellement, cristallise, aux yeux des forces conservatrices, l'aspiration aux changements (...). Nous combattons les tentatives de division, d'où qu'elles viennent, qui plus est lorsqu'elles sont orchestrées par la droite. Bien sûr, la politique actuelle du PCF appelle, pour beaucoup, des remarques, des critiques. Pour des motifs divers, son soutien à la politique extérieure de l'URSS dans l'affaire afghane, ses campagnes actuelles contre la drogue, son sectarisme actuel — des forces politiques, qu'on ne peut pas qualifier de réactionnaires, ont pris position. Il ne s'agit pas de faire bloc autour d'un parti, mais de repousser les pratiques politiques héritées de la bourgeoisie. L'atmosphère actuelle, marquée par une personnalisation à outrance du fait politique, par une utilisation sans précédent des média, est entretenue par toutes les grandes forces politiques. Face à cela, il faut que nous avancions l'exigence de pratiques politiques conformes aux aspirations populaires...»*

Enfin, dernier article du permier numéro de *Convergences*, un texte expliquant *«Pourquoi la crise n'est pas fatale»*, et pourquoi il n'y a pas lieu de se résigner face aux difficultés nationales et internationales que met en avant la bourgeoisie. C'est un militant du Parti socialiste qui a écrit cet article.

Ainsi, ouvrant le débat en partant des points d'unité, et sans pour cela masquer les divergences, le bulletin du CUB du Crédit Lyonnais est une première concrétisation des débats menés depuis plusieurs mois. Il est aussi, et sa définition en fait foi, la preuve d'une vitalité indéniable.

« Un travail prioritaire en direction des syndicalistes ».

Entré à 16 ans au PC tchécoslovaque, Jiri Pelikan aura une activité internationale importante en tant que président de l'Union internationale des Etudiants. Le 22 août 1968, il est élu membre du Comité central au cours du 14e Congrès clandestin du PCT après l'intervention soviétique. Il est exclu, puis déchu de sa nationalité en 1970. Aujourd'hui, il vit en exil à Rome et a été élu, l'année dernière, député au Parlement européen.

Dans la première partie de l'interview, publiée la semaine dernière, il donnait son point de vue sur la situation de l'opposition tchécoslovaque aprés les procès des membres de la Charte et plus généralement sur les perspectives des courants de l'opposition en Europe de l'Est.

Dans la deuxième partie, il formule notamment son analyse de la politique extérieure de l'URSS dans la dernière période, après l'intervention en Afghanistan, émettant également des hypothèses sur l'avenir de la Yougoslavie.

L'intervention soviétique en Afghanistan

▶ **Quelle analyse faites-vous de cette intervention et est-ce que vous faites un parallèle entre l'intervention à Prague et à Kaboul ?**

J.P. : Je vois l'intervention militaire soviétique en Afghanistan toujours dans la ligne de ces changements dont j'ai déjà parlé, c'est-à-dire que s'impose de plus en plus au sein des groupes des dirigeants soviétiques la ligne dure, dogmatique, qui s'appuie sur la force militaire, sur la répression à l'intérieur et sur la force expansionniste à l'extérieur ; et je crois qu'il y a une grande différence entre l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie en 1968 et l'intervention soviétique en Afghanistan.

Une différence surtout formelle, car la Tchécoslovaquie fait partie du pacte de Varsovie tandis que l'Afganistan ne fait pas partie de ce pacte et appartient aux pays prétendument non alliés. La 2e différence qui est aussi essentielle est que l'intervention contre la Tchécoslovaquie avait des motifs politiques et idéologiques contre un socialisme différent qui pourrait être dangereux pour le type de société qui existe en Union soviétique et surtout pour des pays comme la Pologne, l'Allemagne de l'Est et la Hongrie. C'était donc une intervention contre des hérétiques, on peut dire du mouvement communiste et socialiste et contre les mouvements qui voulaient développer le socialisme, qui voulaient le réhabiliter. Tandis que cette raison n'existe pas dans le cas de l'Afghanistan parce que ce qui existait, après le coup de palais de Taraki, c'était un régime semi-féodal qui n'avait rien de commun avec le socialisme ou le système développé en Tchécoslovaquie, avec le Printemps de Prague.Cette intervention ne peut pas même s'expliquer par l'instabilité du régime de Taraki, ou bien d'Amin. Parce que ce régime en effet n'était pas menacé par la rebellion des tribus qui bien sûr existait et qui se développe et qui peut se maintenir dans les montagnes d'Afghanistan. Je crois plutôt que cette intervention a des vues stratégiques : occuper l'Afghanistan pour y construire des bases militaires, des aéroports et pour préparer une situation plus favorable afin d'intervenir prochainement dans des pays comme l'Iran ou le Pakistan, dans les pays du Golfe Persique dans le cas où il y aurait une situation incertaine, par exemple après la mort de Khomeiny : dans le cas de conflits nationaux et politiques à l'intérieur de l'Iran. Parce qu'il ne faut pas oublier que l'Union Soviétique a depuis longtemps des vues sur l'Iran, sous la Russie tsariste mais aussi sous Staline. Il y avait cet accord qui était conclu entre les Soviétiques, les Américains, les Anglais sur l'occupation simultanée de l'Iran. Et que l'Union Soviétique d'après les prévisions aura besoin de pétrole. C'est-à-dire qu'il pourrait y avoir une opération en Iran pour que lui soit assuré le pétrole pour elle et ses alliés et aussi pour lui assurer un certain contrôle des ressources énergétiques des pays occidentaux. Et je crois que c'est çà le vrai but. Si l'Union Soviétique, et, je voudrais bien me tromper, retirait ses troupes d'Afghanistan, cela signifierait que c'est une opération de sauvetage du régime actuel. Néanmoins les déclarations faites par les dirigeants soviétiques ne suscitent pas beaucoup de confiance, parce que je me souviens que les mêmes déclarations ont été faites en 1956 en Hongrie et en 1968 par le même Brejnev, en Tchécoslovaquie, et même si la situation aujourd'hui en Tchécoslovaquie, par exemple, est tout à fait normale du point de vue des soviétiques, et qu'il n'y a pas de rebéllion dans les montagnes, les forces sont toujours là, et d'ailleurs, il n'y a pas d'exemple historique où les forces soviétiques se soient retirées d'un pays dans lequel elles étaient entrées.

▶ **Et comment est ressentie par les peuples des pays de l'Est cette occupation ?**

J.P. : Pour le moment, la réaction est très particulière parce que l'agression contre l'Afghanistan a suscité des craintes dans la population : danger de guerre. Il y avait donc des achats massifs d'approvisionnement, qui ont créé certaines confusions sur le marché et je crois que la majorité de la population voit dans cette ligne soviétique une politique qui peut mener à la guerre. Et bien sûr, les peuples de l'est ont peur de la guerre sur le plan humain, et aussi parce qu'ils vont payer l'armée soviétique étant située sur leur territoire ; mais il y a également un certain intérêt et une solidarité avec le peuple afghan qui se bat.

J'ai entendu beaucoup d'amis tchèques qui disaient : «*Au moins les afghans se battent, nous nous avons capitulé sans aucune résistance*». Mais je crois que ça a surtout contribué à l'isolement de l'Union soviétique, soit dans la population soit même aussi dans le parti parce qu'il y a un certain malaise chez les fonctionnaires du parti communiste qui doivent expliquer aux citoyens les raisons de cette intervention militaire. ▷

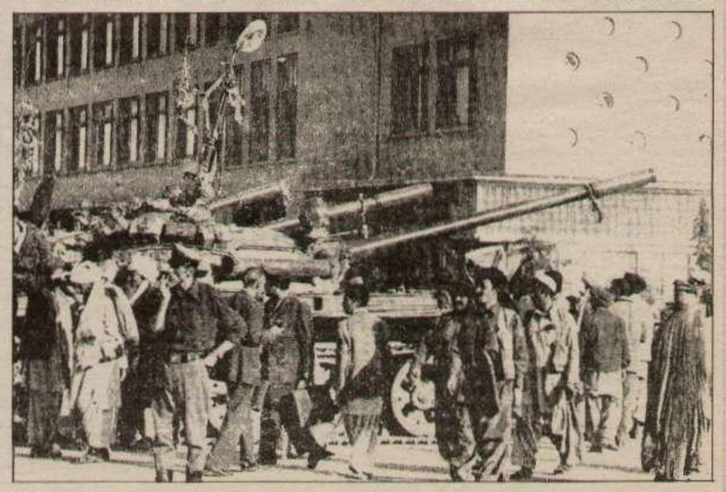
L'avenir de la Yougoslavie

▶ **Est-ce que vous pensez que la mort de Tito remettra en cause l'indépendance nationale de la Yougoslavie et la voie qu'elle a choisi depuis la Libération, et quelles sont les pressions éventuelles que l'on peut prévoir de l'URSS et des Etats-Unis ?**

J.P. : Oui, on parle beaucoup des dangers qui guettent la Yougoslavie après la mort de Tito et puis on répond qu'en effet, il n'y a pas de danger parce que l'équipe dirigeante que Tito a préparée va poursuivre sa politique. C'est vrai ; il n'y a pas de danger dans l'immédiat, après la mort de Tito. Mais d'après moi, il y a quand même danger dans le futur, parce que l'on sous-estime dans les pays occidentaux (et ce que nous savons très bien des contacts avec Brejnev et les dirigeants soviétiques) c'est que les dirigeants soviétiques n'ont jamais accepté qu'un pays socialiste européen puisse exister en dehors du pacte de Varsovie et du Comecon. Il y avait toujours des conflits, même après la réconciliation avec Khrouchtchev. Il y avait toujours des périodes de tensions quand le groupe dirigeant essayait de sortir la Yougoslavie du pacte de Varsovie et du Comecon. La Yougoslavie a toujours résisté grâce à la grande autorité de Tito et je crois que les soviétiques ont accepté ce statut spécial, pendant la vie de Tito. La situation va changer après la mort de Tito. Tout d'abord elle va changer surtout sur le plan intérieur. Parce qu'en Yougoslavie, il existe des raisons objectives. C'est un pays non seulement multinational, mais avec des différences très grandes entre la république croate et slovène d'un côté, et les autres, les Serbes, etc...

Et je crois que c'était surtout l'autorité de Tito, qui faisait accepter des Croates et Slovènes de transférer une partie de leur revenu national aux républiques plus pauvres, de dominer et de contrôler les tendances centrifuges, nationalistes qui existent dans ces républiques. On peut se demander dans cette situation si les nouveaux dirigeants seront capables de faire face à cette responsabilité et si les difficultés économiques ne vont pas créer une tension à l'intérieur de la Yougoslavie pendant 2 ou 3 ans. Et je crois que c'est surtout à cause de ces tensions, sur la base de la crise économique, que peuvent s'insérer des interférences internationales. Parce que l'Union soviétique a plusieurs cartes à jouer : soit les prétentions bulgares sur la Macédoine, soit l'Albanie qui est un pays pour le moment difficilement contrôlé ; mais on ne peut jamais exclure qu'elle va utiliser cette situation pour revendiquer une partie de la région autonome albanaise ; et on ne peut pas même exclure qu'on va encourager certaines forces réactionnaires en Italie, de mettre en cause les frontières avec la Yougoslavie ; parce qu'il y a beaucoup de réfugiés italiens qui n'ont pas accepté cette situation. L'Union soviétique pourrait encourager des séparatistes comme les Oustachis, pas d'une manière officielle, pour renforcer les nationalistes, ou les Kominformistes, c'est-à-dire d'anciens communistes qui se sont révoltés contre Tito et qui vivent encore aujourd'hui à l'est. Prague est leur centre de propagande, de préparation. Ils vont essayer de pénétrer à l'intérieur de la Yougoslavie pour créer des troubles. Et si un jour la situation devient très difficile il sera facile de trouver un groupe de gens qui feront appel à l'Union soviétique pour «sauver les intérêts du socialisme ou l'intégrité territoriale de la Yougoslavie». Parce que, quand j'ai parlé de la différence en Kaboul et Prague, s'il y a une différence au niveau politique, le scénario militaire et la propagande sont les mêmes : c'est-à-dire que l'on fait des manœuvres militaires, ensuite on trouve un groupe non-existant ou un individu comme Karmal qui lance un appel et puis on intervient. Après on continue par des purges dans le parti, dans l'appareil d'état et puis on impose la normalisation. Alors, je pense que le même scénario peut être utilisé aussi pour la Yougoslavie qui est un pays non aligné, mais entouré par les pays du bloc soviétique et que sans doute l'autorité de Tito va manquer. Je ne dis pas que la situation est sans espoir parce que je suis convaincu que les Yougoslaves vont, en cas de danger, se battre. La Yougoslavie ne sera la Tchécoslovaquie de 1968.

Mais déjà le problème est : est-ce qu'on les laisse se battre seuls ou bien auront-ils un soutien, une solidarité internationale, parce que formellement, la Yougoslavie n'est pas membre de l'OTAN ou d'un autre groupement militaire. Alors une opération peut être considérée comme une opération presque justifiée ; c'est une chose qui ne menace pas directement l'Europe occidentale. Mais ça serait sans doute une présence soviétique même pas sous la forme d'une intervention militaire mais d'une influence prépondérante avec



Le point de vue de Jiri Pelikan sur

- l'intervention soviétique en Afghanistan
- l'avenir de la Yougoslavie
- la crise de l'eurocommunisme

Suite de l'interview réalisée par Jan ROLDE en mars 1980

l'octroi de bases militaires sur la mer Adriatique. Cela changerait surtout la situation politique en Italie parce que ça va couper le dernier espace d'autonomie au parti communiste italien et ça va créer une situation extrêmement dangereuse pour la Yougoslavie. Alors je crois que ce qui est important, aujourd'hui, c'est que l'on n'attende pas une telle situation, que la communauté européenne apporte son aide sur le plan économique pour que la Yougoslavie ne tombe pas dans une dépendance économique totale de l'Union soviétique, pour qu'elle ne subisse pas de discrimination du côté occidental et que puisse se développer un commerce équilibré entre la Yougoslavie et d'un côté l'Union soviétique et de l'autre côté l'Occident. Mais cette aide ne doit pas être exprimée d'une manière comme l'a fait le président Carter en se déclarant presque protecteur de la Yougoslavie. Cela doit être un avertissement aux soviétiques dans le cas où n'importe quelle ingérence contre la Yougoslavie serait considérée comme une atteinte à la détente. Mais il faut faire tout cela sans beaucoup de bruits parce que les yougoslaves sont très sensibles dans leur patriotisme, à cette sorte de paternalisme qu'ont les uns et les autres, et parce qu'un engagement verbal américain suscite les contremesures soviétiques qui ne sont pas seulement verbales.

▶ **Mais vous pensez que les Etats-Unis en cas d'instabilité en Yougoslavie se limiteraient au seul soutien économique ?**

J.P. : Je crois que si la Yougoslavie continue la politique de Tito et si l'occident soutient la Yougoslavie et que si la gauche est de son côté, on peut éviter l'intervention.

▶ **Cela fait beaucoup de conditions.**

J.P. : Oui, justement. Le cas d'une intervention soviétique contre la Yougoslavie n'est pas un danger immédiat, c'est out à fait sûr, mais ça peut être le problème des prochaines 3-4 années peut-être. Ce danger existe et il faut à l'avance se préparer. Il serait dangereux de dire comme certains : non, c'est de la panique, ça n'existe pas. Comme il serait dangereux de dire aussi, après la mort de Tito : l'Union soviétique va intervenir. Car la politique yougoslave ne dépend pas seulement de Tito.

La Tchécoslovaquie et le COMECON

▶ **Parlons du COMECON, de la dépendance vis-à-vis de l'URSS. Il semble que depuis deux ou trois ans, en Tchécoslovaquie, le marché intéreur soit touché, alors qu'avant, on sentait une volonté des autorités de développer une certaine consommation. La normalisation prenant une forme, résumée par ce slogan : *«Vous n'avez pas de liberté, mais on va compenser cela économiquement»*. Qu'en pensez-vous ?**

J.P. : Je ne suis pas un spécialiste économique, alors je ne peux pas entrer dans les détails. Mais je pense en effet qu'il n'y a pas d'équilibre du commerce extérieur de la Tchécoslovaquie, entre l'Union soviétique et l'occident ; parce qu'il y a 80 % du commerce extérieur vers les pays du Comecon, 60% pour l'Union soviétique, le reste pour les pays du Comecon et seulement 20% pour les pays occidentaux. Il n'y a pas de doute qu'économiquement, la Tchécoslovaquie est un pays qui dépend presque exclusivement de l'Union soviétique. Déjà parce qu'il n'a pas de matières premières, pétrole, etc... Alors cette dépendance économique est présentée par la propagande officielle comme profitable à la Tchécoslovaquie ; parce qu'elle assure un emploi permanent. Et surtout elle protège la Tchécoslovaquie comme les au- Tchécoslovaquie comme les autres pays du Comecon, contre des crises qui sont caractéristiques du monde capitaliste. C'est dans ce cadre que cette politique de contrat social pouvait être poursuivie en Tchécoslovaquie, c'est-à-dire que le groupe dirigeant limitait les libertés politiques et usurpait le pouvoir mais en échange redonnait un certain niveau de vie et une certaine amélioration : une sorte de société de consommation, le «socialisme du goulash».

Je crois que cette politique a fonctionné durant une certaine période mais qu'elle ne fonctionne plus parce que la crise économique a aussi frappé l'Union soviétique et les pays de l'est. Elle a frappé tout d'abord pour des raisons de structures centralistes et bureaucratiques de l'économie ; mais aussi pendant une certaine période, certaines lacunes pouvaient être améliorées par l'importation de la technologie occidentale et un commerce élargi avec l'occident. La crise économique est un coup sévère parce qu'on a augmenté les matières premières ; et l'Union soviétique, graduellement, n'était pas capable de satisfaire les besoins croisssants de ses alliés, en ce qui concerne le pétrole, et les autres matières premières. Alors elle oblige les pays de l'est à acheter une partie de leurs besoins en matières premières et en technologie sur le marché international, pour des prix qui sont beaucoup plus hauts aujourd'hui. Pour avoir les devises nécessaires, il faut donc exporter plus ; et pour exporter plus, il faut avoir des produits concurrentiels ; ce qui n'est pas toujours le cas des pays de l'est. L'économie des pays de l'est n'a pas été protégée par le Comecon de la crise capitaliste et de plus, elle a été aggravée par la crise intérieure des pays du «socialisme réel», c'est-à-dire la gestion bureaucratique, centralisée, et l'inefficacité. Il était donc nécessaire tout d'abord d'augmenter les prix, et aussi de diminuer les importations, la technologie moderne ; ce qui va se refléter par un ralentissement de la production destinée à l'exportation et cela se reflète sur le niveau de vie qui est toujours beaucoup plus élevé dans les pays de l'est qu'en Union soviétique. Il est assez paradoxal de constater qu'un pays métropolitain qui en contrôle un autre a un niveau de vie plus bas que le pays contrôlé. Mais comme pour l'Union soviétique et les régimes qui sont au pouvoir dans les pays de l'est, c'était la seule façon de compenser le manque de liberté, on a habitué la population à un accroissement de la consommation. Et ils ne peuvent pas aujourd'hui satisfaire cette demande ; alors il se crée une nouvelle tension, à l'intérieur de ces pays, un certain mécontentement des couches qui jusqu'à maintenant disaient : «Bon, la Charte cela ne nous concerne pas, la répression, cela ne nous concerne pas, tant qu'on peut boire de la bière, qu'on peut acheter des vêtements, qu'on peut acheter une voiture, un appartement. Enfin, vivre quand même. On vit mieux que les Russes, qu'on nous laisse en paix. On ne veut risquer aucune action politique». Mais cette situation commence à changer, et c'est cette crise économique qui est à l'origine aussi du changement de la politique soviétique qui considère qu'elle ne peut résoudre ce problème dans le domaine économique et que la politique expansionniste dévie la tension et permet de la détourner vers la politique extérieure.

La crise de l'Eurocommunisme

▶ **Maintenant, je voudrais passer au PCF parce qu'en France, à la suite du voyage de Marchais à Moscou, il y a eu un alignement total sur la politique de Moscou. Est-ce que cela sonne la fin de l'eurocommunisme qui laissait un espoir, quand même, très grand, dans plusieurs pays d'Europe ?**

J.P. : Je crois qu'il est prématuré de parler de la mort de l'eurocommunisme d'autant plus que l'eurocommunisme, c'est une expression, on peut dire, journalistique pour une certaine tendance qui existe à l'intérieur du mouvement communiste international et qui consiste en une attitude disons très critique, envers le «socialisme réel» et dans la recherche de voies spécifiques vers le socialisme d'après les conditions de chaque pays. Je crois que ce qui est mauvais c'est que l'eurocommunisme a été identifié avec certains partis communistes, par exemple, le parti communiste italien, français ou espagnol tandis que d'après moi, ces tendances eurocommunistes passent au travers des différents partis communistes. Ce n'est pas tel ou tel parti qui représente l'eurocommunisme. Ce que l'on peut voir, c'est que les partis dits eurocommunistes, n'ont pas avancé dans la formulation d'une ligne commune ; ils n'ont donc pas pu créer un point d'attraction pour les autres partis communistes ou pour les communistes qui n'acceptent pas la ligne nouvelle. Mais il y a aussi le côté objectif, c'est-à-dire que la crise économique et la tension internationale ne jouent pas en faveur de l'eurocommunisme ; ça joue vers une polarisation plus grande et donc vers des positions plus rigides. Et je crois donc que l'alignement du parti communiste français n'est pas le résultat seulement de la pression soviétique mais c'est une conséquence de sa propre politique intérieure, parce qu'il n'accepte pas une gauche dans laquelle il ne serait pas la force majoritaire et il voit donc la nécessité d'affaiblir aujourd'hui le parti socialiste, de s'enfermer, tout d'abord, pour plus tard, arriver à une situation dans laquelle il aurait plus de poids, comme c'est le cas du parti communiste italien.

Dans ce cas, il pourrait de nouveau renouer avec les options eurocommunistes. Cela montre tout d'abord que cette solution eurocommuniste n'est pas une solution conséquente, ce n'est pas une ligne conséquente ; que c'est une attitude qui est très fragile parce qu'elle n'est pas basée sur une analyse profonde, scientifique, objective, de régimes comme l'Union soviétique. Parce qu'on estime de temps en temps qu'il y a des violations mais que le bilan global est positif. Un jour on critique l'Union soviétique, un autre jour on peut la louer. Tandis que s'il y avait une analyse marxiste du système qui existe en Union soviétique et dans les pays de l'Est, peut-être cela nous amènerait-il à une certaine rupture idéologique qui pourrait faciliter le développement d'une tendance vraiment autonome.

Le boycott des Jeux olympiques

▶ **Je voudrais en venir aux Jeux olympiques et savoir si vous êtes pour ou contre le boycott ?**

J.P. : Personnellement, je crois que le boycott n'est pas la meilleure solution de n'importe quel problème, parce qu'en effet, c'est à travers une confrontation des idées qu'on peut arriver à certains résultats en général. C'est pour cela que j'étais jusqu'à l'Afghanistan, jusqu'à l'affaire Sakharov, plutôt en faveur d'aller à Moscou et d'y soulever le problème des droits de l'homme, là-bas, dans des rencontres ; et à travers des manifestations de toutes sortes. Maintenant, la situation est changée par le comportement des dirigeants soviétiques, qui ont pris sans doute le risque de remettre en cause les jeux olympiques en prenant ces initiatives soit d'agression de l'Afghanistan ou de l'expulsion de Sakharov de Moscou. Et je n'exclue pas que même dans le groupe dirigeant, il y a des forces qui, en effet, veulent éviter que dans une telle situation les jeux olympiques se déroulent à Moscou, pour faire retomber la responsabilité sur les pays occidentaux, bien sûr. Et de l'autre côté, le changement est aussi dans le fait que, disons, un certain nombre de pays, 35 ou 40 pays ont déjà déclaré qu'ils ne veulent pas aller à Moscou et que, dans une telle situation donc, n'importe quelle réponse devient une réponse politique. C'est-à-dire que boycotter les jeux, ça signifie exprimer le désaccord avec la politique actuelle soviétique même si les arrières pensées des différents pays sont différentes. Mais aller dans une telle situation à Moscou, cela signifie aussi une réponse dans le sens du soutien, ou d'une certaine caution à sa politique, et c'est pour cela, dans une telle situation concrète que je crois qu'il faut donc ne pas aller à Moscou. Il faut bien expliquer cela à la population soviétique et il faut utiliser cette confrontation pour développer un débat. Dire que cette mesure peut heurter l'opinion publique soviétique, je crois est exagéré, parce que l'opinion publique soviétique ne s'identifie pas avec le groupe dirigeant, sauf dans le cas d'une agression militaire contre l'Union soviétique, et que les Jeux olympiques déjà n'étaient pas très populaires comme beaucoup d'autres événements internationaux parmi la population. La population locale, en effet, souffre du fait que beaucoup de choses sont stockées pour donner toutes les facilités aux étrangers ; soit avant les jeux olympiques soit après, il y aura beaucoup de problèmes sur le plan économique.

(...) La population se demandera, à cette occasion, pourquoi les autres ne sont pas venus aux jeux olympiques. Parce qu'il ne faut pas oublier ici en Occident que la propagande officielle soviétique ne parle pas de la présence des chars soviétiques, ils parlent de l'aide en général, mais la population ne sait pas exactement ce qui se passe et l'importance de ces interventions militaires. Alors je crois que le boycott, l'absence des pays les plus importants, aux jeux olympiques, aura comme conséquence la diminution de prestige, prestige politique, cela sera quand même important.

L'intérim 80 : comment ils le vivent

Enquête de Monique CHERAN

En 1980, 1 million de salariés ont transité par le travail temporaire. Chiffre officiel énorme. Au fil des ans, avec le développement de la crise, la population intérimaire s'est énormément gonflée, s'est profondément modifiée. Plus qualifiée dans les années 60, elle comporte aujourd'hui une majorité d'OS, beaucoup plus de smicards que le reste de la population salariée (voir *PLS* N°2).

Dans ces conditions, que reste-t-il aujourd'hui de l'image plutôt favorable que pouvait avoir le travail intérimaire il y a dix ans ? Comment les intérimaires vivent-ils leur condition en 1980 ? Libérateur, permettant une insertion dans le monde du travail et l'acquisition d'un métier, comme veulent le faire croire les patrons des boîtes d'intérim ? Nous donnons ici le témoignage de trois intérimaires. Trois témoignages différents par l'expérience dont ils parlent, la durée d'une telle situation. Mais au fond, les conclusions, accusatrices, se rejoignent.

Yves, OS, intérimaire à Renault Billancourt :

A 18 ans, l'embauche, *«c'est interdit d'y penser»*

Yves est sorti du lycée en juin dernier, sur un bac raté. Obligé de travailler, et tout de suite. D'abord un emploi saisonnier dans une usine alimentaire. Le patron l'a gardé deux mois, comme lycéen. En septembre, il n'a pas voulu le reprendre parce qu'il n'était visiblement plus lycéen. Alors que faire quand on n'a aucune qualification ? Il s'est bien inscrit à l'ANPE, mais il a vite vu qu'il n'était pas le seul dans ce cas, et qu'il n'y avait pas grand choses à attendre de ce côté. Il a cherché dans les petites annonces des journaux. Des OS, on en demandait. En fait, il est tombé sur une boîte d'intérim, qui recrutait pour Renault. *«Avenue de Saint-Ouen, il y a toute une série de boîtes d'intérim qui recrutent pour l'automobile».* Ça fait maintenant plus de six mois qu'il est OS chez Renault, comme des milliers d'autres, en intérim.

Flins d'abord, d'où il s'est fait vider rapidement parce qu'il s'était accroché avec un chef. *«C'est arrivé à d'autres, qui étaient là depuis plus longtemps. Si tu réponds mal, si tu te rebiffes, si tu t'absentes, si tu arrives en retard, il n'hésitent pas. Des intérimaires, ils n'ont pas de mal à en trouver.»*

Tous les 3 mois, une semaine de congés forcés

Puis Billancourt. Toujours par le même système. Une différence, quand même : *«Tous les trois mois, même s'ils veulent te garder, ils mettent fin au contrat. Tu es obligé de prendre une semaine de vacances. Pas payées bien sûr. Ils te donnent un bon de retour pour telle date, c'est eux qui s'occupent des papiers avec la boîte d'intérim. Mais tu peux être viré du jour au lendemain. Il y en a beaucoup qui n'attendent pas d'être virés, qui s'en vont parce que c'est trop dur. En un mois, sur la chaîne, tu fais bien dix postes. Tous ne sont pas aussi durs, mais certains, comme accrocher les réservoirs derrière les voitures, sont crevants. Ils peuvent te trimballer de poste en poste pour remplacer les ouvriers «fixes» qui sont absents. Tu as intérêt à apprendre vite, parce que la chaîne ne t'attend pas».*

Au moindre écart, c'est la porte

De toute évidence, travailler en intérim comme OS à Renault, ce n'est pas le petit boulot sympa que vantent les boîtes de travail temporaire, ce n'est pas par «la liberté». Au moindre écart, c'est la porte. Et à part un autre boulot du même genre en intérim, il n'y a guère de solution. En fait, c'est se taire encore plus si on veut rester, c'est éviter la panne d'oreiller quand on est de l'équipe du matin, c'est obéir plus encore que quand on est «fixe».

Tu n'as jamais un sou

Tout ça, pour des salaires très bas. *«Les OS embauchés touchent 3 000 F minimum, sans compter les primes et les avantages de la boîte. Ils ont 22 F de l'heure, et nous 13 F. Mais on n'a pas droit aux avantages de la boîte. Si tu tombes malade, si tu as un accident, c'est toute une affaire. Et sur tes 13 F de l'heure, ils te comptent même tes congés payés ! Tu es vite écœuré. Par exemple, tu peux prendre des acomptes, chaque semaine, mettons 500 F. Quand tu vas chercher ce qui reste de la paie, ça ne dépasse pas 200 balles. Alors tu es révolté. Tu n'a jamais un sou. Au début, ça semble intéressant d'avoir des acomptes à la semaine, mais tu cours toujours derrière l'argent. Au bout d'un mois, tu te dis que ça suffit, que tu en as assez de ce boulot et de l'intérim. Mais tu ne trouves rien d'autre. C'est encore plus dur pour les immigrés. Avec les lois, ils ne peuvent pas rester sans travail. J'ai même vu des cas où, s'ils n'ont pas leur quittance de loyer, ils ne peuvent pas toucher leur paie».*

Les mauvaises surprises

«Tout cela, les droits que tu n'as pas par rapport aux embauchés, la réalité des salaires, ta véritable situation, tu le découvres en fait par surprise. Parce qu'au départ, tu ne sais pas grand chose. J'ai essayé d'éplucher mon contrat, je n'y ai rien compris. En général, on n'a pas beaucoup d'illusions au départ, mais on en découvre tous les jours. Comment économiser par exemple pour les vacances, sur ce que tu touches chaque mois en principe pour les congés ?»

Des réactions individuelles

«Dans les discussions avec les embauchés, c'est un sujet qui revient souvent : les droits différents, les pressions qu'on subit, de plus en plus fortes. Ils savent tous qu'on est encore plus exploités qu'eux, et qu'en passant par l'intérim au lieu d'embaucher, Renault veut diviser le personnel pour réussir son projet de démantèlement. On sait tous qu'il y a beaucoup de licenciements, y compris parmi les embauchés, pour des raisons de plus en plus arbitraires. Mais en fait, les réactions des intérimaires sont assez individuelles. On est isolés. On n'est même pas au courant de nos droits, on découvre notre situation petit à petit, par nous-mêmes. On n'est pas organisés, pas syndiqués. Et d'abord où ? On ne sait même pas si çà existe. Quand il y a des débrayages, les embauchés nous dissuadent d'y participer : «Tu vas de faire lourder, ne fais pas le con». Pour les syndicats, ils disent que les problèmes des intérimaires ne peut se résoudre que par la lutte des embauchés. Nous, on est hors du coup, en dehors des luttes. Et au bout du compte, les intérimaires ne se sentent pas tellement concernés, ils ne font pas vraiment partie de la boîte, ils sont du provisoire.»

Te faire embaucher ? «Interdit d'y penser»

Du provisoire qui peut durer longtemps, des mois, des années. Sans aucun espoir de promotion. *«Tu acquiers du savoir faire, mais ce n'est pas reconnu. Tu restes toujours OS, même si, à force de tourner sur la chaîne, tu deviens une sorte de polyvalent. Tu n'as aucun espoir de te faire embaucher. Un chef m'a dit :* «C'est interdit d'y penser, même si le contremaître était d'accord». *C'est toute une politique de la direction, avec un plan de réduction des effectifs de plusieurs milliers».*

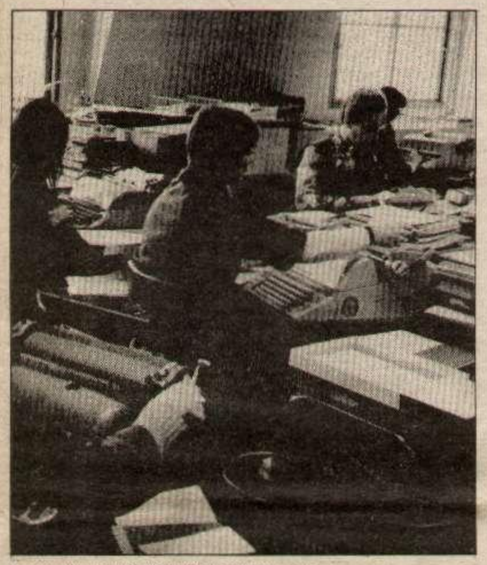
Un cercle vicieux

Pour Yves, comme pour des milliers d'OS qui n'ont d'autre solution que l'intérim, le travail temporaire n'est pas un choix. *«Peut-être pour des ingénieurs, ou des gens très qualifiés. Mais quand on est au SMIC pour un boulot pareil, on se dit que c'est du provisoire. On espère tous que c'est du provisoire. Mais c'est un cercle vicieux : comme tu es obligé de retrouver très vite du travail, tu n'attends pas trois jours pour retourner voir ta boîte d'intérim. Et ça recommence. Tu n'as pas le temps de chercher autre chose parallèlement. C'est ce que les patrons des boîtes d'intérim veulent dire quand ils nous affirment avec un sourire paternaliste :* «on vous dépanne».».

En un mois, une dizaine de postes sur la chaîne : polyvalent en fait mais OS sur la feuille de paie. Sans espoir d'embauche.

Suzanne, dix ans d'intérim :

Une solution individuelle qui n'en est plus une



La conscience professionnelle en prend un coup

Suzanne est intérimaire depuis 1969. Plus de dix ans à rouler sa bosse de boîte en boîte, dans les bureaux de Renault, de fabriques de fromages ou d'informatique. Aujourd'hui, elle en a assez. C'est qu'en dix ans les choses ont bien changé !

Quand elle a commencé à travailler, comme dactylo dans une entreprise de transports, elle n'était pas intérimaire. Mais la paie n'était pas lourde : elle débutait. L'intérim, qui commençait à se développer, c'était alors plus intéressant: elle touchait presque trois fois plus, pour un travail pas plus idiot. Et puis çà ne lui disait rien de rester toujours à la même place, avec le même travail, les mêmes structures, et aussi les mêmes collègues. A l'époque , par dessus le marché, il n'y avait pas trop de problème pour retrouver une place très vite. Trouver un emploi fixe ? Ce n'était pas tellement intéressant dans ces conditions. Et ce n'était pas forcément facile, avec un passé d'intérimaire. *«Ils se méfiaient de nous, on avait une mauvaise réputation d'instables, de gens qui n'avaient pas de conscience professionnelle, qui n'aimaient pas tellement le travail, qui ne s'habituaient pas à une discipline».*

Du mal à se fixer

C'était un jugement sans doute exagéré, mais Suzanne ne cache pas qu'elle avait et qu'elle a toujours du mal à se fixer, et que travailler en intérim, c'est un certain refus du travail, pour elle et pour bien des intérimaires, surtout il y a quelques années. *«Ce n'est pas vraiment refuser de travailler. Mais quand on voit les boulots qu'on peut remplir, les rapports dans les boîtes...».* C'est tout çà qu'elle fuyait un peu en travaillant ainsi. Pour elle, c'est vrai que quand on est intérimaire, *«la conscience professionnelle en prend un coup».* A quoi bon s'intéresser à un travail qu'on n'aime pas tellement, et qu'on sera ammené à quitter rapidement? L'absentéisme? C'est vrai qu'il lui arrivait souvent d'avoir de gros retards, et que çà ne lui posait pas trop de problèmes. Elle pouvait toujours changer.

Une solution individuelle

Bien sûr, ces aspects relativement positifs n'empêchaient pas tout le revers de la médaille. Les patrons d'intérim qui partent en laissant des dizaines de travailleurs sans salaire, comme c'est arrivé souvent avant 1972, elle sait ce que c'est, pour avoir participé à toute une série de luttes contre ces trafics de main d'œuvre. Dès le début, elle n'a pas confondu le moins du monde intérim et liberté. Mais pour elle et pour bien d'autres jeunes, c'était d'un simple point de vue individuel, moins insupportable que d'être plus ou moins rivé à une entreprise.

Des tas de gens rencontrés

Y compris au niveau des rapports avec les collègues. *«Je me souviens encore de certaines discussions avec des femmes, dans les pools dactylographiques. Peut-être parce qu'elles savaient que tu ne resterait pas longtemps, elles arrivaient à te raconter des choses qu'elles n'auraient sans doute pas dites à une collègue embauchée... J'ai vraiment connu des tas de gens chouettes...».*

Depuis 1973, ce n'est plus pareil

Aujourd'hui, pourtant, elle en a ras le bol. Non pas qu'elle ait davantage envie de se fixer. Non, c'est surtout l'évolution même de l'intérim qu'elle ne peut plus supporter. Depuis 1973, c'est de plus en plus dur, avec le développement du chômage. Au fil des ans, tous les «avantages» se sont envolés. Aujourd'hui, la différence de salaire existe toujours, mais dans l'autre sens. En moyenne 20% de moins pour les intérimaires. Les missions sont de plus en plus courtes : *«J'ai travaillé parfois un seul jour dans une boîte. Auparavant, il n'était pas rare qu'en fin de mission, on te dise dans l'entreprise où tu étais, «je vais voir s'il n'y a pas quelque chose». Aujourd'hui, tu fais le boulot pour lequel on t'a demandé, et c'est tout. Pour eux, le plus vite, c'est le mieux».*

Des discriminations qui sautent aux yeux

Dans ces conditions, les discriminations dont sont victimes les intérimaires apparaissent mieux. *«En général, tu n'as pas le droit à la cantine, ou bien tu paies le prix fort. Comment veux-tu tenir le coup financièrement, si tu paies ton repas 16 F. Tu te retrouves avec ton sandwich, paumé au milieu d'une zone industrielle... Il y a aussi les primes qui sautent quand tu es malade, les temps morts entre deux missions qui s'allongent. Tu te dis que tu vas trouver une place, que c'est pas la peine d'aller à l'ANPE remplir des tas de paperasses. Et tu finis par perdre tes droits.*

Même au niveau des relations avec les autres employés, ce n'est plus possible. Il n'y a que le rendement que tu as à faire, tu reste peu de temps, tu ne peux connaître personne. Tu es rétamé physiquement et nerveusement».

Une insécurité totale

Aujourd'hui, ce qui domine, c'est un sentiment d'insécurité totale, d'une précarisation de plus en plus importante. *«Tu te dis qu'il faut absolument trouver une place fixe, ou au moins une qualification dans un secteur pas trop bouché, qui ne soit pas une voie de garage. C'est la seule solution. Une fois cela acquis, tu peux te dire que même si tu dois rester un an ou deux dans la même boîte, tu auras moins de problèmes après pour retrouver du travail...».*

Irène : *«L'intérim, ça te rend fou»*

Irène a 19 ans. Elle a commencé à travailler en usine, elle n'avait pas 15 ans. En même temps, elle a suivi quelques cours de dactylo. Aujourd'hui, elle travaille comme claviste dans le «labeur-presse». Des années d'intérim, une révolte immense contre ces «marchands d'hommes». Pourtant, dans la spécialité qu'elle a fini par acquérir, elle gagne relativement bien sa vie. Rien à voir avec un OS intérimaire à Renault. Mais ce système-là, elle ne peut plus le supporter. *«Ça rend fou».*

Sur sa table, tout un dossier de feuilles de paie. Une feuille par semaine. Autant dire qu'il y en a un paquet, classées par mission. Elles sont toutes aussi illisibles. Elle aussi croyait, au début, qu'elle allait toucher *«des sommes faramineuses»* comme elle dit. En fait, tu te rends compte au fur et à mesure que des tas de primes ne sont pas versées tout de suite. Ainsi, une prime horaire de 0,60 F, dite prime de fidélité. Elle est payée mensuellement à condition que l'on prévienne quinze jours avant de partir. Il y a la prime de précarité, 0,51 F de l'heure, que l'on touche à condition de ne pas partir de soi-même. *«C'est une prime écœurante. Quand tu restes un an dans une boîte, tu peux perdre une somme très importante en partant, en démissionnant. Plus de 1000F.*

Les patrons le savent, et ils jouent dessus. Alors quelquefois, même si tu es à bout, tu te dis qu'il faut rester, tenir le coup. Et eux ils en profitent. Ils peuvent te mettre à la porte quand ils veulent, et toi tu ne peux pas vraiment partir, parce que tu y perds trop».

L'intérim comme moyen de sélection

Ce qui la révolte aussi, c'est les méthodes des patrons, pour trier le personnel avant d'embaucher, y compris comme intérimaires ! *«Chez Coder, il y a quelques mois, ils m'ont prévenue qu'ils avaient un poste pour moi. C'était à St-Cloud. Quand je suis arrivée, il y avait deux autres filles. Le patron avait fait appel à trois boîtes d'intérim en même temps pour pouvoir choisir».*

Il y a aussi l'exemple de ce patron qui faisait appel à plusieurs dactylos intérimaires, qui leur montrait le boulot. Selon leurs réactions, il pouvait se rendre compte si elles connaissait ou non le travail, le matériel. Il pouvait faire appel à elles plus tard, sur cette base. Mais il n'en avait pas besoin tout de suite. Résultat, à chaque fois, une journée perdue. Et pour un intérimaire, une journée c'est important.

«Vous dites que vous connaissez le travail...»

Il y a tout l'esprit intérim, de bluff qui la dégoûte. A chaque fois, le patron de la boîte d'intérim conseille toujours : *«Vous dites que vous connaissez le travail, même si vous n'avez pas l'habitude de cette machine précisément». «Avec ce système, je me suis retrouvée une fois devant un standard de plusieurs centaines de postes. Je n'ai pas arrêté de couper les communications, je me suis fait jeter le soir même».*

Difficile de s'intéresser au travail

Dans ces conditions, comment aimer ce qu'on fait, s'accrocher à son travail, ou même s'y intéresser. Pour elle, ce n'est pas facile. A la fois parce qu'elle est assez contente quand elle arrive à sortir une brochure correctement, et parce que la mauvaise qualification de bien des intérimaires est source de divisions, très souvent, avec le personnel fixe.

Elle donne l'exemple d'une boîte de photocomposition où elle est restée un an, et où systématiquement, on met directement les intérimaires au travail, quitte aux employées fixes de les former, de reprendre les textes tapés derrière elles. Avec une certaine division du travail, les intérimaires faisant par exemple la saisie, et les embauchés mettant les codes. Cela crée une mauvaise ambiance, car le travail des clavistes fixes est ainsi plus compliqué, retardé par les erreurs. La première réaction est d'en vouloir aux intérimaires... Et dans une profession comme le Livre, la qualification, c'est quelquechose. Alors les intérimaires sont vus comme des gens qui *«cassent la profession».* Ce qui n'est pas faux, dans un certain sens, mais il n'y sont pour rien...

«Tu t'attaches aux gens»

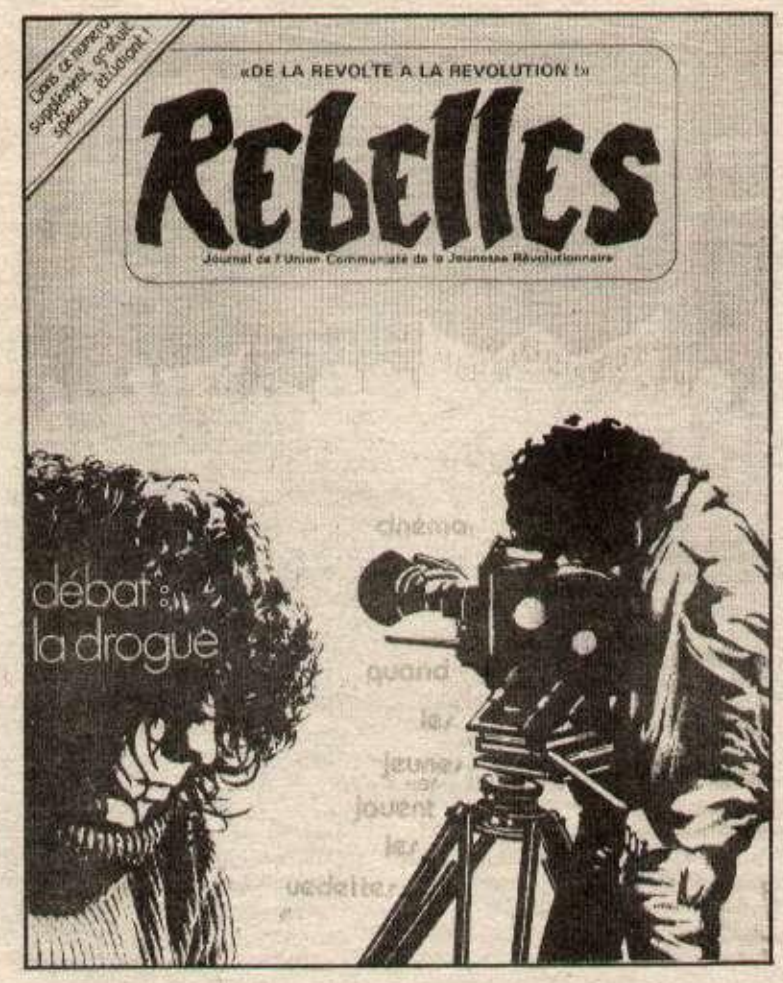
Difficile, dans ce contexte, de s'intégrer vraiment. *«Moi je ne trouve pas agréable de changer continuellement de boulot. Tu t'attaches aux gens, et tu dois les quitter du jour au lendemain. Entre le changement de boulot, et le changement de gens, tu te déglingues complètement nerveusement. Quand tu travailles pendant un an dans une boîte, même comme intérimaire, tu as l'impression de faire partie du personnel. Tu connais les gens, tu connais leurs problèmes. Tu as envie de participer à leurs luttes, tu te sens concerné. Mais tu ne peux rien faire. Tout est valable pour toi au niveau de la réglementation patronale, tu es soumis aux lois de l'entreprise, mais tu n'as aucune prise dessus, tu ne fais pas partie de la boîte quand tu as envie de revendiquer. Ton patron n'est pas là...»*

Les stages de formation : plutôt rares

Dans toutes ces périgrinations, Irène a quand même pu faire un stage de formation. *«C'est très rare qu'une boîte d'intérim te fasse faire un stage. Pourtant ça ne leur coûte rien, ils ne font pas de bénéfice sur toi pendant trois semaines, mais après, ils se rattrapent.»* Aujourd'hui, après des années de pratique du métier, elle vient de trouver une place en fixe, et elle n'en est pas mécontente.

Une série d'humiliations

Mais elle garde une haine des boîtes d'intérim qui l'ont exploitée pendant des mois, qui l'ont usée nerveusement. Elle ne peut oublier que finalement, la plupart des filles qui sont en intérim ont très peu de chances d'être embauchées. Elle se souvient d'une certaine solidarité qui existe entre elles, au moins au niveau d'un boycott spontané des boîtes les plus infernales. Pour elle, l'intérim a été une rude école de la réalité du système. Rien à voir avec un libre choix. Plutôt toute une série d'humiliations qu'il a fallu affronter pour survivre, et qu'elle n'est pas près d'oublier.



Echos des lycées et LEP.....p.2
On en discute dans *Rebelles*: la drogue.....p.4
Le Zimbabwe.....p.7
Cinéma : quand les jeunes jouent les vedettes !.....p.9
Marée noire, Plogoff : la colère bretonne.....p.14
Teenage Riot : groupe rock du Havre.....p.16

Abonnements

Un an (10n° + suppléments) 30 F
Abonnement de soutien ... 50 F

A retourner à : Rebelles

CCP Gilles Rivet 35 233 56 A
La Source

Nom .....
Prénom .....
Profession .....
Adresse .....
.....
.....

Librairie Populaire (Paris) : Livres et débats

Ouverte depuis un an à l'initiative de la fédération de Paris du PCR ml, la Librairie Populaire ne cesse d'élargir ses activités et d'améliorer le nombre et la qualité des ouvrages qu'elle vous propose (littérature, sociologie, philosophie, connaissance du tiers-monde, actualité politique et internationale, féminisme, etc... et de nombreuses revues d'organisations de masse).

Parmi les nouveautés, nous signalons :
— Les bouches s'ouvrent - H.Fizbin 50F
— L'effet Rocard - Hamon-Rothman 49F
— Usines et Ouvriers - Ouvrage collectif 38F
— Procès à Prague - par le VONS 29F
— L'impérialisme français - Cedetim 20F
— Aux origines de la Commune - Dalotel-Faure-Freirmuth 78F
— Comment se soignent les chinois aujourd'hui 45F
— La moisson du phénix - Han Suyin 68F
— Mémoires de Grigorenko 89F
— Le pain nu - Mohamed Chourki 37F
— Le régne de barbarie - Laâbi 39F

Nous avons d'autre part le plaisir de vous informer de l'existence d'une *Carte de fidélité* qui vous donne jusqu'à 15% de réduction sur vos achats.

Enfin, comme par le passé, la Librairie organise régulièrement des débats et rencontres avec des auteurs. Parmi les prochains prévus, et qui vous seront confirmés dans ce journal,

Samedi 17 mai à 14 H 30
Rencontre avec Han Suyin

- un débat sur le féminisme
- un débat sur la question de l'Etat sous le socialisme

N'hésitez pas à venir nous voir ou à téléphoner pour vos commandes.

LIBRAIRIE POPULAIRE, 23 rue Saint Sauveur, Paris 2e
M° Réaumur - Tel. : 508-82-87
ouvert de 10h à 19h30 du mardi au samedi

Directeur de publication : R. Rodriguez
Imprimerie IPCC (Paris)
Commission paritaire en cours

Garin (Saint-Etienne) : 6 semaines de lutte pour une victoire

■ Si on en croyait la télé et le gouvernement, il n'y aurait guère de luttes actuellement en encore moins de victoires. Mais, dans les PME de la Loire, les travailleurs viennent d'enregistrer trois succès en quelques semaines : chez UNICUM (au Soleil, à St-Eteinne), chez BRUNON (au Chambon-Feugerolles) et en dernier lieu chez GARIN (dans la zone industrielle de Montreynaud, à St-Etienne).

Le 1er mai dernier, en tête du cortège syndical unitaire, les «Garin» pouvaient défiler enthousiastes : la veille ils étaient rentrés victorieux dans l'usine, après une grève de 6 semaines (menée avec leur syndicat CGT) pendant lesquelles ils ont su déjouer toutes les manœuvres du patron : lettres de licenciements, provocations contre le piquet de grève, et même dépôt de bilan !

En fait de bilan, celui des grévistes est largement positif : 16% d'augmentation en 3 étapes (la première en juin) ; révisions des classifications : le coefficient 130 (le plus répandu dans l'usine) devient simple coefficient d'essai, la période d'essai elle-même étant ramenée à 15 jours ; les conditions de travail, elles aussi, sont améliorées (par exemple, on disposera désormais de 4 mois pour arriver au rendement exigé jusque là dès l'embauche) ; un poste de femme de ménage a été créé.

Tout cela, ceux de chez Garin (à 70% des femmes) l'ont obtenu malgré le chantage aux licenciements. En fait, en annonçant, dès la première semaine de lutte, 7 licenciements, le patron a plutôt fait un mauvais calcul ! *«On a tout de suite compris qu'il faisait cela pour qu'on ne parle plus que des licenciements, de rien d'autre»* déclare Didier, l'un des grévistes avec qui nous sommes allés discuter du bilan du conflit. *«Mais on n'a pas marché dans la combine». «A partir du moment où il y avait des licenciés, on était bien soudés. Pas question de les laisser tomber»* ajoute Marie-Louise. De fait, les 7 licenciés ont tous été réembauchés le jour même. *«On a préféré cela,* indique Didier (lui-même concerné), *parce que le patron voulait transformer les licenciements en avertissements. Or chez nous, avec 2 avertissements en un mois, le licenciement est automatique. C'était trop dangereux. D'autant plus que deux d'entre nous avaient déjà eu un avertissement un peu avant».*

Ce n'est pas non plus une mince satisfaction pour les grévistes de s'être tirés des griffes de la SODES (une société de conseils aux entreprises «spécialisée» dans les interventions anti-grèves dans la région stéphanoise) à qui Riou, le PDG, avait confié son entreprise. *«On a eu une entrevue le samedi avec le juge commissaire (nommé après le dépôt de bilan du 22 avril) ; dès le lundi, il a viré la SODES».* Et c'est avec le syndic que les «Garin» ont mené leurs dernières négociations, bien décidés à ce que leur usine continue et que leurs principales revendications soient satisfaites...

«On a gagné aussi en unité...»

Pendant ces 6 semaines, le principal souci a été le maintien de l'unité du personnel gréviste (87 personnes, soit 90% des productifs). Dès le deuxième jour 10 «mandatés» ont été désignés pour assister Odette, la déléguée syndicale, dans toutes les négociations. Pour la plupart, c'était leur première lutte ! Toutes les décisions étaient débattues en assemblée générale : *«On avait décidé ça au début et on s'est tenu à une AG par jour, à une ou deux exceptions près,* précise Colette. *C'était important ; on se remontait le moral l'une l'autre».* Car ça n'a pas toujours été facile ; comme, par exemple, lorsqu'il s'est agi de décider s'il fallait continuer ou non à interdire l'entrée aux camions, à partir du moment où les négociations étaient engagées. Tout le monde n'était pas d'accord. *«C'est que le patron s'était déjà moqué de nous une fois»* dit une des filles actives au piquet pendant la grève. Mais, c'est finalement le point de vue de l'Union Locale CGT, conseillant de laisser passer les camions, qui l'a emporté. *Après, on en a juste bloqué quelques uns, pour montrer qu'on était toujours là»...*

Et dans tout cela, il n'y a eu que 5 défections parmi les grévistes, en 6 semaines. Et encore, l'une a cédé à des pressions familiales et les quatres autres n'ont repris qu'un jour seulement avant la fin du conflit.

Le soutien, bien pris en main par une équipe, a rapporté plus d'un million et demi. *«Et encore ce n'est pas fini, on a toute une liste».*

Surtout, outre leurs revendications, les «Garin» ont le sentiment d'avoir encore gagné quelque chose au cours de cette lutte : la connaissance et l'amitié les uns les autres, leur unité. *«Avant, c'était fou dans cette boîte ; on ne se parlait jamais. C'était tellement le rendement à faire, et puis après... partir le plus vite possible»* dit Vincente. *«Oui,* ajoute une autre, *pendant la grève, on a appris à se connaître. Maintenant, on connait aussi les maris, les enfants...».* *«Oui,* concluent-elles ensemble, *ils ont cherché la division par tous les moyens. Mais on a compris ; on a l'intention de rester bien groupés !»*

Correspondant Saint-Etienne

6 ans déjà, et il est encore là...

Six ans déjà, et il est encore là... Le président Giscard fête ces temps-ci le sixième anniversaire de son entrée à l'Elysée, le 19 mai 1974, tandis que le candidat Giscard fourbit les armes de sa campagne électorale. L'interview en forme de bilan accordée cette semaine à *L'Express* en trace les grandes lignes.

Monsieur D'Estaing est satisfait de lui-même. Personne n'en sera surpris. Certes, toutes les promesses de 1974 n'ont pas été tenues, mais n'allez surtout pas croire que notre président y est pour quelque chose : dans un pays *«où le pouvoir est déjà très partagé»,* et où *«chaque citoyen, sans qu'il s'en rende compte, dispose de beaucoup plus de pouvoir de décision que la plupart des citoyens de la planète»,* Giscard reconnait *«avoir toujours tendance à sous-estimer les résistances et les oppositions».* Battez votre coulpe, travailleurs, car vous êtes responsables de la détérioration de vos conditions de vie : en luttant pour l'emploi ou les salaires, vous menez *«un combat trop prisonnier de l'immédiat»,* vous vous *«agrippez au radeau de la Méduse en disant : «surtout on s'y tient, on ne veut pas se noyer».* Monsieur D'Estaing vous le dit : *«Cela est entièrement négatif, et ne prépare pas l'avenir».* Quant aux *«Personnes handicapées, aux chômeurs, aux exclus et au «quart monde»,* Monsieur le Président a remarqué qu'ils *«ne parvenaient pas à faire entendre leur voix».* Que faut-il donc faire ?... Pour Giscard, c'est clair : il faut changer les mentalités, et pour cela *«réunir la constance de l'intention et la durée de l'action»,* d'où la sollicitation quasi certaine d'un nouveau mandat. Quant à nos prétentions à vivre mieux, inutile de trop y compter avec Giscard : *«Dans la période nouvelle, quels sont mes objectifs fondamentaux ? que la France soit capable de s'en tirer aussi bien que ceux qui s'en tirent le mieux».* Et Giscard d'ajouter pour ceux qui nourriraient encore quelques illusions : *«Quand on s'en tire bien en période difficile, cela ne veut pas dire que tout va bien, cela veut dire qu'on fait au mieux».* Voilà qui a au moins le mérite de la clarté.

Les sommets du cynisme de ce bilan ne sont cependant pas là. Car quelle est donc la grande œuvre des six dernières années, selon Monsieur D'Estaing ? Eh bien c'est d'avoir *«inséré la femme française dans la vie de notre société»...* Alors là, devant tant de provocation et de mépris, le doute ne doit plus être possible : ce Giscard, il faut a tout prix s'en débarasser.

Le 13 mai, journée d'action pour la Sécurité sociale

Non aux projets gouvernementaux !

«Déficit de la sécurité sociale», un trou énorme... Les Français sont *«des irresponsables»*, des *«enfants gâtés imprévoyants»*. C'est le discours qu'on entend depuis des mois, du côté du ministère de la Santé. Ils ne se sont d'ailleurs pas arrêtés là, puisque surtout depuis l'an dernier, les cotisations à la sécurité sociale ont été lourdement augmentées pour les salariés. En un peu plus de 10 ans, elles ont fait un bond de plus de 50 %. Dans le même temps, les cotisations patronales ont tout juste augmenté de 8 %. Et le retard pris par les patrons vis-à-vis de la Sécurité sociale atteint les 13 milliards.

Au nom de la crise

Mais pour le gouvernement, l'augmentation des cotisations prélevées sur les salaires n'est pas suffisante.Il faut passer à des solutions plus radicales, en mettant en avant les difficultés dues à la crise. Pour la santé comme pour le reste, il faudrait donc serrer la ceinture un peu plus. *«La Sécurité sociale ne peut pas être le seul secteur de la vie nationale à échapper aux contraintes de la crise. Pour la Sécurité sociale, il y a aussi un avant et un après 73»*, peut-on lire dans les attendus du projet de loi Berger, *«tendant à la réforme de la Sécurité sociale et à la maîtrise des dépenses de santé»*.

Cette fois donc, les choses sont claires. Pour le gouvernement, il s'agit de réduire considérablement ces dépenses, par tous les moyens.

Le ticket modérateur

Parmi ces moyens, l'imposition d'un *«ticket modérateur d'ordre public»*, depuis le 1 er mai. En vertu de cette ordonnance, les mutuelles n'ont plus le droit de rembourser leurs assurés à 100 %. Au moins 5 % resteront à leur charge. Une mesure qui peut faire hésiter encore davantage avant de se faire soigner.

Une médecine à deux niveaux

Deuxième grand volet dans cette politique, qui concerne les médecins. Avec une nouvelle convention, qui lie les honoraires des médecins à leurs prescriptions, le gouvernement veut mettre en place une médecine au rabais : limitation des examens, des prescriptions, des congés maladie, sous peine de sanctions pour les médecins. Par ailleurs, une série de médecins conventionnés, dont les honoraires seront donc libres et forcément beucoup plus élevés, pourront accueillir une clientèle aisée pour des soins de qualité. En même temps, des milliers de lits sont fermés dans les hôpitaux qui tournent avec des effectifs réduits.

Le projet de loi Berger

Troisième arme entre les mains du gouvernement, le projet de loi Berger, qui doit être discuté avant la fin du mois par le Parlement. Toute une série de maladie ne seraient plus couverte : celles qui sont prétenduement liées à l'alcoolisme ou au tabagisme. De même, les accidents de la route, y compris ceux qui arrivent sur le trajet du travail, les accidents liés à des sports considérés comme dangereux. Sans parler des frais liés à une naissance ! Il y a aussi de nombreux médicaments qui ne seront plus remboursés. Allons-nous devoir prendre des assurances privées pour couvrir toutes ces dépenses alors que les cotisations ne cessent d'augmenter ?

De l'argent pour contrôler

De l'argent, par contre, l'Etat en trouvera pour multiplier les contrôle des arrêts maladie. *«Il faut renforcer en premier lieu les pouvoirs répressifs du contrôle médical. Celui-ci donne des avis aux conseils d'administration des caisses qui restent sans suite. Il faut donc confier au contrôle médical le pouvoir de saisir directement les instances ordinaires et les juridictions contentieuses de la Sécurité Sociale, concurrement aux dirigeants des caisses»* ou encore *«les autorisations de sortie, accordées aux assurés malades pendant les heures de visite éventuelle de l'agent enquêteur de la caisse, sont limitées à une durée suffisament courte pour lui permettre d'exercer ce contrôle»*.

Payer plus cher pour une médecine au rabais, être soumis aux contrôles pour le moindre arrêt maladie, retirer toute couverture sociale à des milliers de chômeurs, c'est ce que veut nous imposer ce gouvernement, en nous imposant des sacrifices à faire, face à la crise. Une série de projet auxquels il faut absolument faire barrage.

Monique CHERAN

Le projet giscardien d'instauration du TMOP (ticket modérateur d'ordre public) a réussi le tour de force de faire l'unanimité contre lui.

Ainsi, alors qu'ils divergent sur les autres mesures prises par le gouvernement contre la Sécurité sociale, tous les syndicats se retrouvent d'accord pour demander l'abrogation du TMOP. Cet accord n'empêche cependant pas les divisions actuelles de s'exprimer entre les principales organisations syndicales.

Pour la CGT, les choses sont claires ; c'est à un appel général de vingt-quatre heures de grève que toutes les fédérations et la plupart des unions départementales ont répondu.

La CFDT a été plus nuancée, se contentant d'appeler à des débrayages et des arrêts de travail de vingt-quatre heures *«partout où c'est possible»*.

A Paris, CGT et CFDT ne sont pas parvenues à s'entendre pour organiser une manifestation commune et seule la CGT appelait à manifester à 10 h de Nation à la gare de l'Est.

FO, CFTC et FEN se sont refusées à tout mot d'ordre nationale, mais il était prévu que localement, des organisations de ces syndicats participent à la journée.

En tout état de cause, c'est une assez forte mobilisation qui se préparait pour cette journée du 13 mai. Au-delà de la défense de la Sécurité sociale, cette journée constitue certainement un élément de première importance pour tester à la fois l'état des divergences au niveau des confédérations et la volonté de lutte et d'unité des travailleurs.

Georges Séguy croit pouvoir affirmer dans les colonnes de *L'Humanité* : *«Le soir du 13 mai chacun fera ses comptes»*. Sans doute. Barrot, ministre de la Santé a déjà annoncé la couleur sur le ton de la provocation : *«Le 13 mai est une manifestation politique partisane»* a lancé M. Barrot avec la perspicacité qu'on lui connaît. Et de donner des instructions immédiates pour l'application du décret sur l'instauration du TMOP.

A l'heure des comptes, il ne faudra pas sous-estimer la vindicte ministérielle. La journée du 13 mai, si puissante soit-elle, ne saurait à elle seule faire reculer le pouvoir giscardien. Il faudra d'autres actions, de masse, déterminées, unitaires, efficaces, pour réussir à empêcher les mauvais coups contre la Sécurité sociale.

Cisjordanie : malgré la demande d'annulation des expulsions par le Conseil de Sécurité,

Les maires d'Hebron et de Khalkhoul refoulés par les forces d'occupation israéliennes

Alors que le couvre-feu est décrété depuis le 3 mai, par les forces d'occupation israéliennes en Cisjordanie, les manifestations se poursuivent dans tous les territoires occupés depuis 1967. Malgré la répression sans précédent, les commerçants font grève tandis que lycéens et étudiants manifestent contre la mesure d'expulsion qui frappe les maires de El Khalil (Hebron) et de Khalkhoul. La protestation qui s'amplifie dépasse les villes de Cisjordanie et atteint Jérusalem-Est et Gaza.

Par ailleurs, l'intransigeance des autorités israéliennes dans les négociations sur l'*«autonomie»* de la Cisjordanie a provoqué la suspension des pourparlers par l'Egypte. Le Conseil de Sécurité s'est d'autre part prononcé contre la décision israélienne d'expulser les maires de Cisjordanie, dans un vote à l'unanimité, moins une voix (les USA).

L'opération effectuée le 2 mai par la résistance palestinienne et qui a coûté la vie à 5 membres de l'organisation Gousch Emounim (Bloc de la Foi) est le prétexte dont se sert le gouverenement israélien pour justifier ses prétentions annexionistes sur les territoires occupés. Sous couvert d'infliger une *«punition»* en représaille à cette opération, l'occupant sioniste organise une répression sans précédent qui frappe l'ensemble de la population Palestinienne et les représentants qu'elle s'est choisie. Les maires de El Khalil (Hebron) et de Khalkhoul victimes d'un arrêté d'expulsion illégal aux yeux mêmes de la loi de l'occupant, étaient très actifs dans le Comité d'orientation nationale qui regroupe les maires et les personnalités progressistes des territoires occupés qui s'opposent à toute solution batarde en Cisjordanie. Le renforcement de la répression s'accompagne d'une extension des colonies de peuplement, réclamés par les farouches partisans du Gousch Emounim. C'est le bâtiment occupé illégalement par eux qui était visé par l'attentat du 2 mai. La thèse des victimes innoncentes et du renforcement de l'occupation en Cisjordanie au nom de la *«sécurité d'Israël»* est mise en doute y compris par certaines forces politiques israéliennes elles-mêmes, non qu'elles prennent fait et cause pour les droits du peuple palestinien, mais plutôt qu'elles s'inquiètent de l'isolement d'Israël sur la scène internationale, qui ne fait que se renforcer par ses visées expansionnistes.

La population ne s'est pas trompée sur les intentions réelles des autorités israéliennes et c'est par une riposte puissante qu'elle a réagi aux mesures arbitraires. A Ramallah et El Bireh, les manifestations de lycéens ont été dispersées par des coups de feu tirés en l'air. A Bethleem, 7 magasins ont été fermés par décision militaire parce qu'un drapeau palestinien flottait sur un immeuble voisin. Une grenade a été lancé contre un camion de l'armée israélienne. A Jérusalem, un autobus israélien a été attaqué à coup de pierres. Dans cette même ville, des drapeaux palestiniens ont fait leur apparition au cours d'une manifestation.

Dimanche, les trois personnalités expulsés de Cisjordanie se sont présentées au pont Allenby, venant de Jordanie, et ont déclaré qu'elles demandaient l'application de la dernière résolution du Conseil de sécurité demandant l'annulation des mesures d'expulsion. Elles ont été refoulées par l'armée israélienne. Les maires d'Hebron et de Khalkhoul ont alors annoncé qu'ils se rendraient prochainement en Europe et aux Etats-unis pour y mener une campagne d'information sur la Cisjordanie.

Frank ROUSSEL

Afghanistan : La voix de la résistance se fait entendre

△ *Face aux chars soviétiques, les résistants afghans n'ont à opposer que leurs vieux fusils et des mines artisanales comme ils nous la présente sur la photo.*

Par Frank ROUSSEL

Malgré les difficultés pour pénétrer à l'intérieur du pays, les témoignages des premiers journalistes qui sont allés dans les maquis afghans commencent à nous parvenir. Tous ces récits qui concernent différentes régions du pays, outre qu'ils confirment que la résistance ne se cantonne pas aux provinces frontalières du Pakistan, concordent sur un certain nombre de points : d'une part, sur les forces et les moyens militaires ultra-modernes engagés par l'URSS pour tenter de réduire la résistance, et la faiblesse de l'armement de cette dernière, entièrement récupéré sur l'ennemi ou de fabrication artisanale. D'autre part, ces témoignages nous fournissent des indications intéressantes, si ce n'est sur le programme politique des différents fronts de résistance, au moins sur leur composition sociale, des paysans pauvres en majorité. Rares sont les paysans riches et les propriétaires féodaux prêts à partager la vie des maquisards faite de privations et de combats incessants où ils opposent leurs vieux fusils ancestraux à la technologie moderne d'une armée puissante et moderne.

Certes le ciment idéologique qui unit la plupart des combattants reste l'Islam, et la lutte de libération nationale prend parfois des allures de «guerre sainte». D'autre part, certaines composantes de la résistance manifestent des sentiments anti-communistes. Comment en serait-il autrement pour une population qui s'est vue humiliée, contrainte par la force et parfois la torture à renier sa religion et sa culture (cf. encart) et pour finir a vu ses maisons et ses champs détruits par des envahisseurs se réclamant du marxisme ? Dès lors, on comprend que le drapeau de l'Islam devienne celui des opprimés et le reste jusqu'à ce que les Taraki-Amin-Karmal cessent de souiller le drapeau rouge dont ils se parent.

Fin avril, une colonne blindée soviétique tombe dans une embuscade dans la vallée du Panishir, 100 soldats sont tués par les résistants — en l'occurrence, des déserteurs de l'armée afghanes —, qui détruisent 13 blindés au cours de combats qui ont duré trois jours. Dans le centre du pays, 400 soldats soviétiques auraient été tués au cours d'accrochages.

Des informations qui soulignent la vigueur de la résistance afghane nous parviennent régulièrement, ce malgré la puissance militaire soviétique qui pèse d'un poids important dans la bataille. Une équipe de *FR3* a passé plusieurs semaines dans les maquis du Nord-Ouest de l'Afghanistan, partageant la vie des combattants jusque sous les obus des chars et les roquettes des hélicoptères soviétiques. Ces hélicoptères qui possèdent 8 bouches à feu (6 mitrailleuses et 2 lance-roquettes) sont une redoutable arme anti-guérilla à laquelle les résistants n'ont aucune arme équivalente à opposer, seule leur formidable connaissance du terrain leur permet de transformer chaque trou ou rocher en abri invisible du ciel.

La tactique de ces *«moudjahiddin»* consiste à harceler les convois de l'ennemi, qui ne contrôle que les agglomérations. En l'occurence, les journalistes ont pu filmer une attaque sur la route qui relie Shagaserai à Jalalabad, au cours de la bataille qui durera trois heures, un char soviétique saute sur une mine. Les quatres chars ont alors pillonné les positions de la résistance jusqu'à ce qu'un semi-remorque vienne charger l'engin endommagé afin de faire disparaître toute trace de vulnérabilité.

S'il est vrai que ces commandos trouvent refuge au Pakistan comme aime à le souligner le critique de *L'Humanité*, il n'y a pas la moindre trace d'aide étrangère parmi ces combattants qui, et il faut le souligner, sont natifs du village de Babel qu'ils ont fui pour mettre leurs familles en sécurité au Pakistan, avant de revenir combattre l'occupant.

L'arme de la faim alterne avec les armes anti-guérilla

Il n'y a pas qu'à la frontière pakistanaise que la résistance s'organise ; partout, dans tout le pays, les mêmes scènes se sont répétées. Et aux mêmes maux, sont appliqués les mêmes remèdes. Dans les massifs montagneux du centre du pays où vivent les Azaras, là encore la population a dû fuir les mitraillages aériens de l'armée soviétique, abandonnant leurs récoltes et leurs villages rasés. Une missions de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme qui rapporte ces informations souligne la précarité de la situation des Azaras qui, encerclés par 40 000 soldats soviéto-afghans qui bloquent tout ravitaillement, en sont réduits à manger leurs semences et pour certains d'entre eux à faire bouillir la terre pour en recueillir le sel.

Malgré la famine qui les menacent, les Azaras ont mobilisé 20 000 hommes contre les Soviétiques, (20 000 hommes soustraits à l'agriculture) pour pallier leur armement dérisoire et les cartouches artisanales ils affichent une farouche volonté de résistance motivé par l'attachement qu'ils portent à leur terre. La télévision nous a montré les moudjahiddins essayant de convaincre la population frontalière de se réfugier au Pakistan invoquant les *«grands soleils de feu qui ont brûlé les yeux et la peau des habitants du Balloutchistan»*. *«Mensonge»* réplique *L'Humanité* pour qui *«ce n'est qu'à partir de la peur créée par des récits aussi apocalyptiques que faux que des populations frontalières sont parties vers le Pakistan»*. Et pourtant nous avons pu le constater de visu lors de cette émission où le visage d'une femme horriblement mutilé par une bombe au phosphore nous a été montré. Si mensonge il y a d'où vient-il ? Selon un médecin pakistanais de l'hôpital de Peshawar 25 % de ses malades sont des réfugiés afghans, des grands blessés, pour la plupart.

Malgré les tentatives de division faites par les 3 régimes pro-soviétiques qui se sont succédés à Kaboul, et qui consistaient à exacerber les rivalités tribales et religieuses qui opposent les minorités ; l'invasion soviétique du 27 décembre dernier a gommé ces divisions, unissant petit à petit l'ensemble des peuples d'Afghanistan dans un même combat contre l'occupant. Quant aux résistants dont certains en France, affirment qu'ils se battraient inconsciemment pour les intérêts de leurs seigneurs féodaux, l'un d'entre eux, interrogé par un journaliste qui lui demandait qui se battait ici, a répondu : *«Les pauvres gens. Les bourgeois sont à Paris ou à Rome»*.

La stratégie tribale d'Amin et de Taraki

Dès la fin 1978, le mécontentement populaire contre le régime pro-soviétique de Taraki prendra la forme d'affrontements armés contre les troupes gouvernementales. Taraki et son Premier ministre, Amin, qui le renversera par la suite par un coup d'Etat, ont compris tout le parti qu'ils peuvent tirer des divisions ancestrales qui opposent les différentes ethnies et vont jouer les minorités l'une contre l'autre afin de diviser l'oppostition. Cette tactique n'aura qu'un temps car à partir de l'invasion soviétique de décembre 1979, les différents peuples qui composent l'Afghanistan se retrouvent unis à combattre un ennemi commun.

(...) *« Le Premier ministre arme une compagnie exclusivement composée de Pashtouns. Les soldes sont triplées. Il vient en personne à Parman pour convaincre les* «khaloutis» *pashtouns de la même tribu que la sienne et les engage avec vehémence à combattre leurs rivaux ancestraux :* «Nous sommes, nous, Pashtouns des musulmans sunnites. Les Hazaras représentent tout ce que nous n'acceptons pas. Ces chiites ont toujours mené l'Islam aux pires extrémités. Ce ne sont pas les vrais fils de Mahomet. Nous devons les exterminer...».

Deux mille Pashtouns répondent à l'appel du second de Taraki. Ils sont transportés dans des véhicules civils, des tracteurs la plupart du temps, pour ne pas éveiller les soupçons des villages traversés. Ils passent ainsi à Daraïshicori pour se rendre à Shirali où se trouve la plus grande concentration de Hazaras. A l'entrée de la ville de Shirali, les Hazaras suprennent les deux mille sacrifiés d'Amin. Huit survivants parviennent à s'égailler dans la nature et rejoignent quelques semaines plus tard Parman où ils vont conter le désastre subi avec leurs compagnons pashtouns.

(...) *Les comités révolutionnaires dépêchent des envoyés à Maïdan, Hendal et Kalala. Ils sont chargés d'expliquer aux populations pouvant être concernés par le plan de Kaboul, qu'ils ne doivent pas être dupes du rôle qu'on leur fait jouer. L'information a été bien faite.*

Des envoyés du service «Action psychologique» *de Kaboul viennent proposer des armes et de l'argent aux Pashtouns de Wardack et de Maïdan, pour combattre leurs vrais ennemis, les Hazaras. Les mullahs prennent la décision de réunir les populations locales trois fois par jour. Les Pashtouns et les Hazaras se retrouvent mêlés lors de ces réunions. Et les religieux leur demandent de s'embrasser, d'oublier le passé, au moins pour quelques semaines, quelques mois.*

(...) *A Nour, Hazaras et Pashtouns, pour la première fois dans l'histoire de l'Afghanistan, affirment publiquement que la hache de guerre est définitivement enterrée entre eux. Les Wardackis, Maïdonis, les villageois de Hendal et de Kalala, acceptent les armes rutilantes offertes par Amin, ils empochent quelques milliers d'afghanis.*

Alors commence la folle journée du Nord. Une fois armés, les Pashtouns se retournent contre ceux qui les avaient appelés à l'aide. Ils s'emparent de voitures blindées, des chars, des armes et munitions des gouvernementaux. Puis ils s'échappent dans les montagne où ils rejoignent les Hazaras. (...)»

Extraits du livre de François Missen
Le Syndrome de Kaboul
paru aux éditions EDISUD

Le «socialisme» importé par les conseillers soviétiques

Voici le témoignage de Fazl Mohammad, lycéen originaire d'un village de la province de Ghazni anéanti par l'armée soviéto-afghane ; arrivé le 10 mars 1980 à Peshawar, après quatre jours à pied ; venu non pas en réfugié, mais pour acheter fusil et cartouches (ainsi que des manuels d'anglais et de bio-chimie pour poursuivre ses études).

«(...) Désormais, des Tadjicks soviétiques nous donnaient des cours. Ils nous interdisaient de parler de notre partie, il fallait que nous étudiions ce que nos nouveaux maîtres nous avaient amenées. (...)»

Ils nous disaient : «Qu'avez-vous appris dans ces anciens livres ? Lisez désormais des livres nouveaux, communistes, progressistes. Vous progresserez comme les Soviétiques, vous sortirez de votre misère. Ce ne sont pas vos livres religieux qui vous y ont aidé». Nous ne pouvions pas protester — ou alors nous étions immédiatement emportés en prison, dans un char.

J'avais un camarade de classe. Il s'appelait 'Abd-ol-Halim. Il avait 19 ans. C'était l'année 1357 (1978). Il occupait le bureau à côté du mien. Il dit : «Ces sciences religieuses, elles nous appartiennent ! C'est notre foi ! C'est notre Islam ! Votre philosophie communiste, nous ne voulons pas l'apprendre !». Dès qu'il eut parlé ainsi, le professeur le fit arrêter. On l'emporta dans une jeep et on le jeta en prison. On ne sait pas s'il est encore vivant, s'il est mort. Quant à sa famille — il avait un père et un oncle, eux aussi, on les emporta en prison ! Mais pas la mère. Pas les autres membres de la famille. S'ils avaient été à la maison, ils auraient sans doute été arrêtés aussi. Depuis, ils se sont enfuis dans le désert. Ceux qui ont été arrêtés, on ne sait pas s'ils sont morts ou vivants».

Propos recueillis
par Mike Bary, parus
dans le journal *Libération*

Tito - Staline 1948 : les données de l'affrontement

La figure historique de Tito reste liée à la première grande crise du mouvement communiste international après la Seconde Guerre Mondiale, la rupture entre l'URSS et la Yougoslavie. Evénement auquel on fait sans arrêt référence, mais qui est déjà lointain et dont les données sont souvent bien mal connues. En recherchant les textes de cet affrontement historique, et en publiant quelques extraits significatifs, nous avons voulu faire saisir la complexité des problèmes — toujours actuels — qu'il pose, notamment celui des formes que doivent revêtir la solidarité et l'internationalisme prolétarien.

Dossier établi par Jean-Pierre CHAMPAGNY

Tito et Staline signant le 11 mai 1945 un traité d'amitié entre l'URSS et la Yougoslavie.

A la fin de la Seconde Guerre Mondiale, la situation du mouvement communiste international s'est profondément modifiée par rapport à la situation antérieure où le Komintern, fortement influencé par le PCUS, seul parti au pouvoir, et très centralisé, dirigeait l'activité des partis communistes. Dans le cadre de la lutte anti-fasciste, le Komintern a été dissous. En Europe, et bientôt en Chine, des partis sont maintenant au pouvoir, ou en passe d'y parvenir. On n'envisage pas de reproduire le type d'organisation et de rapport, entre partis du Komintern, mais il semble indispensable de garantir l'unité de ces partis alors que les Etats-Unis renforcent leur emprise sur le bloc occidental.

A cette époque le prestige du parti yougoslave et de ses dirigeants est très important : il s'agit en effet d'un parti ayant dirigé victorieusement le mouvement de libération — la Yougoslavie étant le seul pays européen (avec l'Albanie) à se libérer en comptant principalement sur ses propres forces. Il semble donc évident que Tito doive jouer un rôle de premier plan, aux côtés de Staline dans la nouvelle structure mise en place, le Kominform (Bureau d'information). Le siège du Bureau est d'ailleurs fixé à Belgrade. Il est précisé *«le bureau d'information aura pour tâche d'organiser la confrontation des expériences et, au besoin, la coordination de l'activité des partis communistes sur la base de l'accord mutuel»*. A la conférence de Varsovie, en septembre 1947, les délégués yougoslaves se mettent en avant pour critiquer le PCF, accusé d'avoir eu une attitude opportuniste et réformiste, acceptant les règles de la démocratie bourgeoise.

Une crise brutale

Pourtant, c'est moins d'un an plus tard que le parti yougoslave, en quelques mois, se trouve accusé d'être en fait une «clique fasciste» et est mis au ban du camp socialiste. La crise de 1948 peut s'expliquer par des raisons nombreuses et complexes entraînant une dégradation des relations entre les directions yougoslave et soviétique.

Dès la fin de la guerre, des divergences sont apparues en ce qui concerne la conception de l'unité nationale yougoslave et certaines revendications territoriales. C'est ainsi que le 27 mai 1945, Tito déclare : *«On a dit que cette guerre est une guerre juste, et nous l'avons considérée comme telle. Mais nous demandons aussi une juste fin à cette guerre, nous demandons que chacun soit maître dans sa propre maison ; nous ne voulons pas payer les comptes des autres... Nous ne nous laisserons pas mêler aux politiques des sphères d'influence»*. Ces phrases sont comprises alors comme *«une attaque inamicale de l'Union Soviétique»* selon l'ambassadeur Sadcikov le 5 juin de la même année.

De 1945 à 1948, la dégradation des relations soviéto-yougoslaves semble largement provenir de désaccords sur la coopération économique : polémique sur le rôle des conseillers militaires et civils soviétiques, discussions très serrées sur les sociétés mixtes que l'URSS propose et que la Yougoslavie refuse. Selon Dedijer («Tito parle») ces sociétés mixtes auraient institué une dépendance totale de l'économie yougoslave vis-à-vis de l'URSS. Staline aurait même déclaré : *«Il est évident que les sociétés mixtes ne conviennent pas à un pays allié et ami comme la Yougoslavie. C'est aller au devant de malentendus et de différends perpétuels. En un sens, l'indépendance même du pays finirait par en souffrir et les relations d'amitié par se gâter. Ce genre de sociétés n'est bon que pour les pays satellites...»* (*T.P. p. 299*).

Par ailleurs, ce que Staline semble mettre en cause à l'époque, c'est le rôle que Tito entend jouer dans les Balkans, notamment l'influence qu'il exerce en Albanie et les rapports s'instaurant entre la Yougoslavie et la Bulgarie. A cette époque la question d'une fédération balkanique ayant pour noyau la Yougoslavie et la Bulgarie fait l'objet de vives discussions. Après avoir combattu un projet d'inspiration yougoslave, Staline propose le 10 février 1948 une Fédération restreinte Yougoslavie-Bulgarie. Le 1er mars, le CC du parti yougoslave repousse cette demande, et c'est ce refus qui fait office de détonateur : le 18 mars, le gouvernement soviétique retire tous ses instructeurs et conseillers militaires.

Mars-avril : échange de lettres

C'est le début d'un échange de lettres entre les deux partis qui donne les termes de la polémique qui aboutira à la Résolution du Kominform de juin 1948 qui condamne et exclut le PCY. Les contradictions seront donc devenues antagoniques en à peu près trois mois. (cf. Yugoslavia and the Soviet Union 1939-1973, a documentary survey, édité par Stephen Clissold Oxford University Press, 1975).

La lettre de Staline du 27 mars 1948 constitue le premier document important de cette série. Il donne l'essentiel des griefs qui seront repris par la suite par le Kominform. Cette lettre traite pêle-mêle des problèmes ressortant des relations de parti à parti et d'Etat à Etat ainsi que d'une controverse idéologique dont on ne trouvait pas trace auparavant.

Le premier point traite de l'attitude du parti et du gouvernement yougoslave à l'égard de l'URSS : il leur est reproché notamment d'avoir une attitude de méfiance vis-à-vis des conseillers et de formuler des critiques sans principe à l'URSS.

Suivent toute une série de points concernant le fonctionnement du parti yougoslave. Staline lui reproche de ne pas pratiquer le centralisme démocratique, d'avoir un comité central coopté, de confondre cadres du parti et de l'Etat, de dissoudre le Parti dans les organisations du Front National. Il évoque le développement du capitalisme à la campagne. Il conclut : *«Nous ne pouvons considérer une telle organisation comme marxiste-léniniste, bolcheviks»*. Enfin il accuse le ministère des Affaires étrangères yougoslave d'avoir pour directeur de cabinet un espion britannique.

La lettre se concluait par la formule suivante : *«Nous estimons que la carrière politique de Trotsky comporte une leçon suffisante»*.

Dans sa réponse du 13/4/48, Tito rejette les remarques faites sur les positions révisionnistes qui sont attribuées au PCY et sur l'absence de fonctionnement démocratique. Il met en cause les éléments d'enquête dont dispose le PCUS. Rappelant les hommages rendus maintes fois par le parti soviétique au parti yougoslave, il déclare : *«Nous sommes persuadés que les résultats obtenus par notre Parti pendant la guerre et après, parlent d'eux-mêmes. Le PCY est fort, monolithique, capable de mener le pays au socialisme... Nous étudions le système soviétique, nous prenons exemple sur lui, mais nous développons le socialisme sous des formes assez différentes... En faisant cela, nous ne voulons pas prouver que notre voie est meilleure que celle adoptée par l'URSS...»*

En ce qui concerne Velebit, directeur de cabinet du ministère des Affaires étrangères, Tito rejette l'accusation du PCUS et plus généralement dénie aux services de sécurité soviétiques le droit d'exercer en Yougoslavie et de surveiller le personnel gouvernemental.

Il conclut : *«Ces divergences peuvent-être éliminées par une explication réciproque complète entre nos deux comités centraux»*.

Vers la rupture

Dans sa réponse du 4 mai 1948, Staline qualifie le ton de Tito *«d'extraordinairement arrogant»*. Il poursuit : *«On n'y voit pas le désir d'établir la vérité, de reconnaître honnêtement vos erreurs et la nécessité de les éliminer»*.

En même temps, les dirigeants yougoslaves apprennent que les directions de plusieurs partis d'Europe de l'Est ont reçu copie de la lettre de Staline du 27/3/48 alors qu'il s'agissait d'une correspondance *«strictement confidentielle»*. Le PCY décide alors de rendre également sa réponse publique. Convoqué pour s'«expliquer» devant le Kominform, le CC du parti yougoslave refuse : *«Nous ne fuyons pas la critique sur des questions de principe, mais nous nous sentons en telle position d'infériorité qu'il nous est impossible de consentir à ce que l'affaire soit débattue devant le Kominform pour le moment. Neuf partis sont déjà, sans que nous en ayons été avisés ou préalable, en possession de votre première lettre. Ils ont déjà pris position dans des résolutions. Aujourd'hui notre pays est insulté dans certaines nations, telles que la Tchécoslovaquie et la Hongrie»*.

En même temps, deux membres du CC du PCY, Zujovic et Hebrang, qui avaient pris le parti

de l'URSS sont exclus et emprisonnés pour «trahison». Le PCUS renouvelle ses pressions pour que Tito lui-même se rende à la réunion du Kominform. Il écrit le 22 mai : *«La conférence des neuf partis avait comme principe le droit égal pour chaque parti de critiquer n'importe quel autre parti. C'est au nom de ce principe qu'elle soumit le travail des partis communistes italien et français à une sévère critique bolchevique... Pourquoi les camarades yougoslaves changent-ils si subitement ?... Parce qu'ils pensent que le Parti yougoslave et ses chefs doivent avoir une position privilégiée... ils voudraient pouvoir adresser des critiques aux autres partis sans avoir à en subir de leur côté».*

Pendant la Résistance yougoslave...

Juin : la condamnation du Kominform

Du 20 au 28 juin, le Kominform se réunit donc à Bucarest et adopte le 28 une résolution concernant la Yougoslavie.

Le Bureau déclare que la direction du PCY *«a suivi une ligne erronée sur des questions capitales de politique intérieure et extérieure»* le Bureau d'Information approuve et reprend à son compte les critiques effectuées par le PCUS. En particulier, il reproche aux dirigeants yougoslaves *«une politique inamicale à l'égard de l'URSS»* car *«ils identifient la politique étrangère de l'URSS avec celle des puissances impérialistes».*

La résolution du Bureau poursuit la critique concernant l'analyse des classes et la conception qu'a le PCY de leurs rôles. Elle accuse le PCY de défendre *«une position opportuniste selon laquelle la lutte de classes ne devient pas plus aigue dans la période de transition du capitalisme au socialisme, comme l'enseigne le marxisme-léninisme, mais qu'elle s'éteint, comme l'affirmaient des opportunistes du type Boukharine».* Prenant l'exemple de la politique du PCY à la campagne, la résolution l'accuse d'être en rupture *«avec la théorie marxiste des classes et de la lutte des classes»,* affirmant : *«ils regardent la paysannerie comme une entité unique, ignorant les différenciations de classe à la campagne... En donnant un rôle fondamental à la paysannerie, ils nient le rôle dirigeant de la classe ouvrière».*

Reprise également des critiques de Staline sur le fonctionnement du PCY : *«Il n'y a pas de démocratie interne au Parti, pas d'élections, pas de pratique de la critique et de l'auto-critique... La majorité des membres du CC sont cooptés».* La résolution en conclut que ce Parti est *«en position de semi-légalité»,* qu'il emploie *«des méthodes sectaires, bureaucratiques et militaires défendues en son temps par Trotsky».*

Rappelant que les dirigeants yougoslaves ont refusé de se rendre à la conférence, la résolution du Kominform conclut qu'ils *«se sont engagés dans la voie de la scission à l'égard du camp socialiste, de la trahison de la cause de la solidarité internationale des peuples travailleurs et ont pris une position nationaliste».* Ils se sont donc placés d'eux-mêmes *«en dehors des rangs du Bureau d'Information».* L'explication donnée est que *«des éléments nationalistes infiltrés sont parvenus au cours des 5 ou 6 derniers mois à une position dominante dans la direction du PCY».*

Le Bureau d'Information estime : *«Surestimant considérablement les forces nationales internes de la Yougoslavie, les dirigeants yougoslaves pensent qu'ils peuvent maintenir l'indépendance de la Yougoslavie et construire le socialisme sans le soutien des autres pays, des démocraties populaires et de l'URSS».* Il prévoit *«sa transformation en colonie des pays impérialistes».*

La fin de la résolution constitue un appel public au renversement des dirigeants yougoslaves. En effet : *«Le Bureau ne doute pas qu'il y ait dans le PCY suffisamment d'éléments sains, loyaux au marxisme-léninisme, à la tradition internationaliste du Parti et au camp socialiste. Leur tâche est de contraindre les dirigeants actuels à reconnaître leurs erreurs honnêtement et à les rectifier. Si ceux-ci ne s'en avèrent pas capables, leur tâche est de les remplacer et de former une nouvelle direction internationaliste du PCY».*

«Camarade Staline, nous croyons sincèrement en vous...»

Recherchant un large appui populaire, la direction du PCY publie intégralement la résolution du Kominform (à 500 000 exemplaires dans *Borba*). Elle organise de nombreuses discussions à ce sujet dans le pays, en même temps qu'elle exerce une sévère répression à l'encontre des partisans de l'URSS ou de ceux qui sont suspects de l'être. Dedijer cite le cas d'une organisation de Belgrade du PCY qui a envoyé d'une part un télégramme de soutien à Tito et d'autre part un télégramme à Staline où elle écrivait : *«Camarade Staline, nous croyons sincèrement en vous. Nous croyons que vous ferez tout votre possible pour faire taire cette injuste accusation contre notre pays, notre Parti et notre Comité Central».* Dans sa réponse à la résolution, Tito affirme : *«Le CC ne considère pas qu'en refusant de discuter de fautes dont il n'est pas coupable il ait porté atteinte à l'unité du camp socialiste. On ne peut pas ignorer que le Bureau a enfreint les principes sur lesquels il avait été fondé et qui prévoyaient l'adoption volontaire des conclusions pour chaque Parti... Le Bureau appelle les membres du Parti à la rébellion, à rompre l'unité du Parti».*

Dans son rapport au Vᵉ congrès du PCY, Tito rappelle les acquis du Parti au cours de la lutte anti-fasciste : *«Créer un Parti aussi uni que le nôtre un Parti aussi glorieux que le nôtre, régler la question nationale comme nous l'avons réglée... mener à la victoire une guerre de libération comme la nôtre, construire tout ce que nous avons construit depuis la guerre et entreprendre l'édification du socialisme — tout cela n'a pu être réalisé que par un peuple ayant à sa tête un Parti communiste aussi aguerri que le nôtre, un Parti qui connaît les lois de l'évolution sociale et s'inspire de l'enseignement marxiste-léniniste.*

Et quand, après tout ce que nous avons fait, bel et bien fait, on nous reproche d'avoir suivi des voies jusqu'à un certain point nouvelles, cela revient à ériger le marxisme-léninisme en dogme, à en faire quelque chose d'immuable, si nouvelles que puissent être les situations. C'est non dialectique. Pour notre part, nous nous sommes tenus à l'enseignement de Lénine qui, citant Engels soulignait «Notre doctrine n'est pas un dogme, mais un guide pour l'action».

La «question principale»

Dans les mois qui suivirent l'exclusion du PCY du Kominform, la Yougoslavie était exclue du Comecon. Ses rapports économiques avec l'URSS et les démocraties populaires étaient remis en question. Cette rupture allait mener la Yougoslavie à rechercher l'aide des Occidentaux et à opérer de profondes réformes économiques.

Un an après la résolution condamnant la Yougoslavie, le Kominform, résumant la conception en vigueur de l'internationalisme, et du camp socialiste, en célébrait l'anniversaire en déclarant : *«Une fois de plus, il est clair que la question principale déterminant le caractère révolutionnaire de tout parti prolétarien est l'attitude vis-à-vis de l'Union Soviétique et du parti bolchevik qui sont à la tête de la lutte contre l'impérialisme, pour la paix et le socialisme».* (Pour une paix durable, pour une démocratie populaire 1ᵉʳ juillet 1949).

BIBLIOGRAPHIE

Tito parle - V. Dedijer - Gallimard 1953

Tito - De la résistance à l'indépendance - Anthropos 1977

Yugoslavia and the Soviet Union 1939-1973 - S. Clissold Oxford University Press 1975).

Les intellectuels et le pouvoir

Ceux qui fréquentent les média ou les allées du pouvoir le savent : depuis quelque temps, l'INTELLECTUEL est de retour. Sa trace s'était perdue vers 1968. La dernière fois qu'on l'avait vu, il était révolté, il s'activait à organiser les masses dont la misère l'insurgeait. Certains prétendent l'avoir rencontré, distribuant des tracts ou vendant des feuilles interdites. D'autres enfin le signalaient, en usine, où il s'était établi, désireux de disparaître, réfléchissant aux conditions de *«sa supression en tant qu'intellectuel»*.

L'INTELECTUEL est de retour, horrifié ! Et il en a des choses à dire ! Il a vu le Goulag, le Totalitarisme. Il sait désormais que l'Histoire truque, que la politique assassine. Rescapé de cette descente aux enfers : il bat sa couple et jure qu'on ne l'y reprendra plus : voilà ce qui se passe quand l'intellectuel aliène son indépendance, qu'il se soumet au politique ! Désormais, il sera dissident ou il ne sera pas. C'est juré ! Il se réinstalle au chaud, parmi les abstractions : le Pouvoir, l'Homme, l'Universel, et pendant qu'on y est, pourquoi pas, Dieu ! Fragile, meurtri, solitaire, il réintègre la place que lui assigne l'imaginaire collectif, et le sien : seul, inexpliqué, messager venu des dieux, prophète vaticinant, littéralement tombé du ciel.

Seulement voilà, cette fois-ci, il ne s'en tirera pas comme çà, l'INTELLECTUEL ! A force de prétendre se remettre en cause, on donne des idées aux autres. Et à son tour, depuis quelque temps, il devient objet d'étude. On l'examine, on le flaire, on l'interroge, on soupçonne qu'il n'est peut-être pas si innocent qu'il le prétend. On avait déjà le gros livre de Bourdieu, *La Distinction*, on a désormais l'ouvrage de Régis Debray, *Le Scribe*, qui met résolument les choses au point.

Aprés *Le Pouvoir intellectuel en France*, étude du rapport des intellectuels aux media , Debray s'interroge sur les rapports de l'intellectuel au Politique, et Dieu sait s'ils sont étroits ! Pour les faire apparaître, rien de tel que de remonter aux origines, d'étudier dans quelles conditions est apparu *«l'animal penseur»* qu'il soit scribe ou aède, sophiste ou clerc, publiciste ou lettré, l'intellectuel n'a eu cesse de dissimuler à lui-même et aux autres sa fonction politique. Pour appréhender sa place réelle dans les rapports sociaux, il faut saisir celle de ses prédécesseurs, ou plutôt, il faut interroger les multiples figures sous lesquelles il est apparu, selon les civilisations et les modes de production , avant de surgir en pleine lumière, tel que nous le connaissons, à l'aube du XXᵉ siècle. Livre de combat, *Le Scribe* pulvérise les illusions, soigneusement entretenues, de ce qu'on nomme *«l'intelligentsia»*, et qui connaissent actuellement un regain de vigueur. A ce propos, il faut feuilleter préalablement (pour se mettre l'eau à la bouche ou se donner du courage car l'ouvrage est aride) les analyses serrées sur *«l'idéalisme bourgeois»* au cours desquelles Debray dépèce à belles dents les prétentions des petits maîtres à la mode, leur soit-disant apolitisme, leur dissidence prétendue. Ce que l'analyse historique de Debray fait apparaître c'est que l'intellectuel, avant d'être homme de Dieu, est un homme du Prince, un homme d'Etat.

Le clerc et l'Etat

D'abord, l'intellectuel ne surgit pas, comme ça, dans l'histoire, fruit d'on ne sait quelle mystérieuse nécessité. Pour qu'intellectuel il y ait, il faut qu'il y ait Etat. Il faut que la survie du groupe social soit assurée. Il faut qu'apparaisse un excédent de la production sociale. Il faut qu'elle soit drainée, centralisée quelque part, dans le château, dans la ville. Il faut qu'une portion en soit rétrocédée au clerc. La cité médiévale propère, le palais et ses fonctionnaires, la cathédrale et son chapitre reposent sur une base bien précise : la spoliation des campagnes. Pour que certains aient du temps pour gouverner, discuter, penser ou écrire, il faut que d'autres subsistent, englués dans la nécessité, tout entiers accaparés par les préoccupations de leur survie. De nos jours, *«l'Europe des libertés»*, la France des droits de *«l'Homme»* ont pour condition le pillage forcené du Tiers-Monde, la production de matières premières bon marché et l'exploitation des travailleurs ; le clerc n'est donc pas seul, inexpliqué. Il est soumis à une double dépendance : en amont, celle du serf qui gratte la terre, en aval, celle du Prince qui le fait vivre et qu'il sert. Au Moyen-Age déjà, le clerc est fonctionnaire. Il lève les impôts, comptabilise les richesses, organise l'Etat : un commis, voilà tout. Il n'est pas le pouvoir, il le transmet. Première évidence : *«La constitution du penseur en figure solitaire, occulte les conditions réelles de production de sa pensée».*

Homme d'Etat, puisque l'Etat le fait vivre, le clerc l'est également car il appartient à un groupe, à une institution. Sa pensée n'est pas la sienne propre, celle d'un individu hors du commun. Elle est celle d'un groupe à qui il appartient. Fonctionnaire des palais, il appartient d'abord au corps des serviteurs dont il porte la livrée. Il est l'un d'eux, c'est tout. Clerc, il appartient au chapitre, aux *«docteurs»* qui enseignent à l'ombre des cathédrales. Il est membre d'un corps hiérarchisé, centralisé, enjeu des puissants, soumis au bon vouloir de l'Eglise ou du Prince. Son pouvoir on le lui concède dans un but bien précis. On le lui enlève : il n'est plus rien, il se tait. Pendant longtemps, il appartient à l'Eglise, immense puissance idéologique et matérielle en lutte pour l'hégémonie mondiale. Les grands intellectuels sont alors légats du pape, frères prêcheurs, docteurs, ils transmettent et affinent la doctrine officielle et traquent les hérésies. Diplomates, ils ne répugnent pas à se mêler aux affaires temporelles. Militaires, ils endossent l'armure. *«L'Eglise fut longtemps la première puissance militaire du monde, et le premier de ses clercs, le plus retoudatable des chefs de guerre. Le dispositif des croisades annonce celui des guerres du peuple moderne, les chevaliers conduisants une troupe encadrée par des clercs, un peu comme les commandants d'unité, dans les armées populares, ont, à leur côté (et en vérité au-dessus d'eux) le commissaire politique».*

Le clerc moderne

Aujourd'hui, le clerc est membre de l'université, de l'institut. Il est soumis à un «ministère». Il apparait à la droite du Prince, revêtu de sa livrée (la toge universitaire, la défroque de l'académicien). *«Quiconque transmet un savoir sera lui-même soumis à un ministre de tutelle, le clerc d'Eglise à l'évêque etc... Agrégé de l'université signifie, «adjoint», «rattaché», »* le terme vient du grec «grex» = la troupe !

Le clerc moderne appartient aussi à un groupe national concrétisé bien souvent dans un Etat. *«Qui parle en moi ?* interroge Debray, *une nation. Qui écrit ces mots ? un Etat».* Il parle, il écrit la langue d'une nation, une langue dominante ou bien dominée. *«Le prestige, l'autorité, le rayonnement professionnel d'un professionnel de l'intellect, vivrait-il en ermite, en anarchiste ou en rebelle, sont liés à l'encaisse métallique du produit national brut de son pays, car son moyen d'expression ou matériau de travail ne seront accessibles au public international que si l'Etat qui supporte et exporte sa langue a les moyens matériels, financiers et militaires de l'imposer au dehors».*

S'il est celui qui compte, rédige et organise, celui qui bon gré mal gré parle au nom d'une institution, d'une nation, le clerc est également celui qui rédige la loi la transmet, celui qui légifère et légitimise. Et c'est peut-être là la fonction principale de l'intellectuel moderne. L'intellectuel dans la cité est le détenteur du *«symbolique»*, c'est-à-dire de l'idéologique. En clair, *«les rapports entre les hommes*, rappelle Debray, *ont toujours des choses pour objet... Le pouvoir est un rapport entre des sujets à propos d'objets.»* Eh oui, ce qui compte, pour le pouvoir, ça n'est pas l'exercice gratuit de la domination, c'est l'accaparement des choses : la centralisation d'un surproduit social, l'extorsion de la plus-value. La domination n'a pas pour objet la jouissance, elle n'existe que pour cette fin première. Mais ce qui complique tout, c'est qu'elle avance masquée, dissimulée, sinon elle apparait trop rapidement irrationnelle, insuportable : *«L'intérêt de tout pouvoir politique consiste alors à s'exposer comme sujet métaphysique, support de valeurs universelles, afin d'occulter la physique des enjeux».* Oppressif, le pouvoir doit apparaître comme le simple mandant d'une nécessité qui le dépasse. Sa domination, il l'exerce au nom d'une loi, d'un grand ancêtre : Dieu, Allah, le Progrès, la Nation, la Race,... le Peuple, etc... Le clerc sera précisément celui qui s'occupe de cette fonction idéologique. Il est celui qui rappelle au groupe, et à son Etat, l'origine qu'il s'est donné, qui veille à ce que l'impulsion première soit maintenue vivante. Sans légitimation, le Pouvoir s'effondre, il devient contingent. Plus grave, sans assise idéologique, symbolique, toute communauté se désagrège. L'intellectuel occupe donc une position clef : *«Il maintient dressés les autels aux pieds desquels le groupe doit se rassembler. Il est le fonctionnaire de l'appareil idéologique d'Etat».* Evidence, bien sûr, mais qui mérite de temps en temps d'être rappelée . Par là, Debray rejoint Althusser et Gramsci : *«La fonction cléricale est d'obtenir la permanence en garantissant la stabilité... A quoi sert un intellectuel organique ? A lutter contre la désorganisation»,* à perpétuer de génération en génération le mandat du ciel, les volontés de Dieu, ou la pureté de la doctrine. L'importance attribuée à l'intellectuel sera donc fonction de la solidité de la base idéologique de l'Etat. Des analyses dont il étaie sa démonstration, retenons celles-ci. La *«solidité»* du gaullisme s'accompagne du déclin de l'intelligentsia, des maîtres à penser. *«En revanche, la chute du potentiel symbolique du régime, à partir de 1968, va libérer une demande sociale toujours solvable, celle du petit-maître-qui-pense-grand (et donc faux), dont la régence giscardienne, agnostique et résignée au partage, règle ouvertement le come-back (le retour)».* Parfois, le Pouvoir (c'est la terminologie de Debray) perd toute légitimation. C'est alors un pouvoir à prendre. Il faut lui réinjecter de la valeur. C'est la Révolution, qui consiste donc à reconstruire un Etat qui reposera sur une autre idéologie.

Au terme de ces analyses, le clerc, l'intellectuel est mis à nu. Lié au Prince, il apparaît définitivement comme le commis d'un pouvoir, *«l'agent de cohésion d'une classe dominante et d'intégration d'une classe opprimée».* Mais il n'a pas le Pouvoir. Il n'est qu'un médiateur, *«le médium»* comme le nomme Debray. Il organise, il légitimise, mais au profit d'un autre. Il est toujours l'agent d'une classe. Le pouvoir a besoin de lui, comme lui à besoin de l'Etat. Mais l'essentiel est ailleurs. On rejoint ici les analyses du *Pouvoir intellectuel en France*. Le clerc est celui qui diffuse. Dans la France d'aujourd'hui, il est celui qui passe à la télé. Son discours s'en ressent

Tout cela peut paraître évident à beaucoup. Mais l'analyse concrète du rôle du clerc se heurte, constate Debray, à deux idéalismes. L'idéalisme bourgeois, nous n'y reviendrons pas, et, plus surprenant, *«l'idéalisme marxiste».* Il faut lire et étudier ce chapitre, tant les questions qu'il suscite sont capitales.

Intellectuel et classe ouvrière

Pour Marx, l'intellectuel n'existerait pas. Car, selon Debray, l'auteur du *Capital* n'aurait pas su prendre en compte la fonction spécifique des clercs. Dans leurs discours, leurs écrits, il n'aurait vu que bavardage, agitation de surface. La raison principale : Marx ne se serait jamais posé la question de la diffusion de sa pensée dans les masses, donc de la nécessité d'un Parti, cet intellectuel collectif. Reste d'un idéalisme classique, continue Debray : il suffit que les conditions de son apparition soient posées et la vérité s'impose d'elle-même, puisqu'elle est vraie ! La pensée *«s'auto-diffuse»*, de même que les masses *«s'auto-organisent». «Ça s'organise tout seul, ça se diffuse tout seul».*

Fâcheuse cécité. Car s'il est vrai que l'intellectuel est celui qui concrétise la théorie, Marx se condamne à l'impuissance. Mais, toujours selon Debray, il aurait su, le moment venu, prendre des libertés avec son propre système. Marx organisateur ne s'embarasserait pas de l'auto-organisation des masses. Sa pratique au sein de l'Internationale serait autoritaire. Partout où triomphe une révolution, il en est de même. Un mouvement ouvrier fort est dirigé par des intellectuels. Au contraire la dévalorisation des intellectuels signifie toujours impuissance ,et repli, ajoute l'auteur.

Certes, les rapports entre les intellectuels et la classe ouvrière ne sont pas simples. Mais n'est-pas idéaliser le marxisme que de voir en lui une théorie achevée, que tout ajout, toute refont altèrerait ? Le léninisme et le maoïsme sont-ils comme le dit Debray «une trahison» nécessaire du marxisme ? N'en sont-ils pas plutôt un développement et un enrichissement ?

A bien d'autres égards, d'ailleurs, *Le Scribe* constitue une urgente incitation au débat, et nombre de ses analyses et de ses affirmations mériteraient en elles-mêmes un volume.

Dès le préambule, Debray affirme son projet : il s'agit de rechercher la fonction invariable de l'intellectuel. Et même s'il prévient qu'il ne juge pas indifférent *«d'être commandé par Mussolini ou la démocratie chrétienne, Batista ou Fidel Castro»*, il demeure que ce parti pris semble fermer la porte à toute évolution historique du rapport du clerc aux masses, et plus grave, à toute transformation de la division du travail. Tout Etat, ou plutôt tout groupe constitué fonctionnant ou symbolique, le rôle de l'intellectuel subsiste, indispensable, invariable : *«Puisque aucune formation sociale — y compris une éventuelle société communiste (à supposé qu'elle le soit réellement) — n'est concevable sans que ses membres entretiennent un rapport imaginaire à leurs conditions réelles d'existence : et puisque ce rapport suscite l'institution légale et matérielle d'instance spécialisées, il y aura toujours nécessité d'idéologues — corps sacerdotal ou clergé».*

Par ailleurs, si tout groupe constitué quelqu'il soit exige d'être cimenté par une idéologie qui entraîne elle-même une hiérarchie, quelle perspective pour les intellectuels révolutionnaires ?

Il reste que le travail entrepris par Debray s'avérait nécessaire. Solidement enraciné dans les débats d'aujourd'hui, *Le Scribe* met à mal les tentatives de réactivation des vieilles valeurs. Les théories fumeuses sur le Sacré, les Droits de l'Homme, le Totalitarisme en prennent un sacré coup !

Alain PARIS

LE SCRIBE
Régis Debray
Grasset - 309 pages

Succès de la marche du 10 mai contre les lois répressives anti-immigrés

Plus de 10 000 participants

C'est dans un contexte de mobilisation assez fort que s'est déroulée la marche nationale contre les lois anti-immigrés de Bonnet-Stoléru-d'Ornano, le samedi 10 mai à Paris.

La lutte pour la régularisation des Turcs sans papiers, qui s'est menée tant à Paris que dans plusieurs villes de province, a permis de marquer un certain nombre de points. Elle se poursuit actuellement avec le soutien actif de nombreux syndicalistes notamment de la CFDT.

Dans plusieurs villes, les universités sont en ébulition. Les mobilisations commencées il y a déjà plusieurs semaines dans des facs de l'Ouest ont été relayées à travers toute la France malgré les difficultés et la répression.

Enfin, les associations et collectifs de soutien aux luttes contre les lois scélérates semblent connaître un regain d'intérêt et, dans l'ensemble, font actuellement preuve d'initiative pour participer à toutes les mobilisations, manifestations, soutien multiforme aux luttes.

Ainsi, la marche du 10 mai aura été l'occasion d'un large regroupement des comités, collectifs, associations, syndicats et coordinations qui luttent en ce moment dans différents endroits contre les lois répressives anti-immigrés. En ce sens, elle constitue indiscutablement un succès.

Ce sont les associations regroupées dans la MTI (Maison des Travailleurs Immigrés) qui avaient pris l'initiative d'organiser la marche. Prenant en compte les luttes qui se mènent actuellement sur différents fronts (dans les foyers, les facs, pour les sans-papiers), les associations partie prenante de la MTI ont voulu par cette initiative, contribuer au regroupement, à la convergence des forces, donner une dimension nationale à la mobilisation.

Combien étaient-ils à défiler sous un ardent soleil entre République et Nation ? Plus de dix mille, c'est sûr. On a même avancé des chiffres supérieurs, allant jusqu'à quinze mille participants. Certains n'ont pas tardé à souligner la faiblesse numérique des délégations de province. Même s'il est exact que des limites ont semble-t-il été rencontrées de ce point de vue, il n'en reste pas moins que la marche dans son ensemble a constitué un succès tant du point de vue du nombre important de participants, que des regroupement de forces qu'elle aura permis.

Il était 14 heures bien sonnées, quand les cortèges ont commencé à se mettre en place à partir de la place de la République, la banderole de tête s'engageant dans le boulevard Voltaire en direction de la place de la Nation. C'est finalement ce parcours que la préfecture a voulu imposer.

Ce sont les organisations de la MTI qui ouvrent cette marche composée pour plus de la moitiée de français. Pendant deux heures, les cortèges vont défiler lançant mots d'ordre sur mots d'ordre. Turcs de la confection, étudiants iraniens, groupes femmes, étudiants de différentes facs de Paris et de province, UNEF...La CFDT qui soutient l'intiative est bien représentée par un cortège serré et très militant, sous une grande banderole : «égalité des droits» C'est la LCR qui ferme la marche de cette manifestation où les représentants de fronts de lutte différents se retrouvent autour des mêmes mots d'ordre du même objectif : lutter contre les lois répressives de Barre-Bonnet-Stoléru.

Le pouvoir ne pouvant empêcher cette manifestation s'est employé à multiplier les provocations, cherchant à provoquer des incidents. Flics devant, flics derrière, flics dans les rues latérales...Le dispositif policier était massif et complété par les brigades d'intervention à moto et une présence que l'on sentait nombreuse de flics en civils. Malgré cela, une très bonne organisation a permis d'éviter des incidents majeurs et les quelques éléments douteux qui tentaient de provoquer des affrontements ont été vite neutralisés. Malgré cela, on sentait une tension assez vive tout au long du parcours et finalement les organisateurs décidaient d'arrêter la marche quelques centaines de mètres avant son point d'arrivée.
Au total, les organisateurs s'estimaient satisfaits du résultat de cette initiative. Avant d'appeler à la dispersion, une intervention en français et en arabe appelait les travailleurs français et immigrés à poursuivre et intensifier la vigilance et la mobilisation.

G.P.